

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée
9-11 allée de l'Arche
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

KPMG Audit
2, avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

ASSYSTEM

Société anonyme

Tour Egée
9-11 allée de l'Arche
92400 Courbevoie

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de la société ASSYSTEM S.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées Générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ASSYSTEM S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Test de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT)*Notes 3.3 et 3.4 de l'annexe des comptes consolidés***Risque identifié****Réponse apportée**

Les acquisitions auxquelles le Groupe a procédé ont donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill déterminé comme étant la différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Ces goodwill figurent au bilan pour un montant net de 82 millions d'euros au 31 décembre 2020 pour l'activité Energy & Infrastructure (E&I) et un montant nul pour l'activité Staffing suite à des dépréciations intervenues au cours d'exercices antérieurs. Ces goodwill ont été affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) des activités dans lesquelles les entreprises acquises ont été intégrées

Le Groupe procède à des tests de perte de valeur à chaque fin d'exercice, ou chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié, afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de coûts de sortie et la valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée pour une UGT si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable et doit être en premier lieu affectée au goodwill de l'UGT.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, le Groupe a projeté les flux futurs de trésorerie qu'il s'attend à obtenir de l'UGT sur une période de quatre années ; les flux futurs de trésorerie au-delà de quatre ans ont été extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance qui n'excède pas le taux moyen de croissance à long terme du secteur d'activité.

Nous avons apprécié la conformité de la méthodologie appliquée par le Groupe aux normes comptables en vigueur.

Nous avons effectué un examen des modalités de mise en œuvre de cette méthodologie et apprécié notamment :

- Le niveau de regroupement des UGT retenu pour les tests de dépréciation des goodwill et la cohérence des éléments composant la valeur comptable des UGT avec les flux de trésorerie utilisés pour effectuer les tests de perte de valeur ;
- Le caractère raisonnable des flux de trésorerie prévisionnels par rapport aux contextes économiques et financiers dans lesquels opèrent l'activité E&I ;
- La cohérence des données budgétaires utilisées avec celles présentées au Comité d'audit et approuvées par le Conseil d'administration, et la cohérence des données prévisionnelles par rapport aux hypothèses budgétaires ;
- La cohérence des hypothèses retenues pour le taux de croissance à l'infini avec l'environnement économique à la date d'établissement des comptes ;
- La fiabilité du processus d'établissement des estimations en examinant les causes des différences constatées entre les prévisions et les réalisations au titre des performances passées ;
- Le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour la détermination du taux d'actualisation avec l'aide de nos spécialistes en évaluation ;
- Les analyses de sensibilité de la valeur d'utilité à une variation des principales hypothèses retenues.

Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) du secteur.

Par ailleurs, une évolution défavorable des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut conduire à comptabiliser une dépréciation complémentaire.

Les modalités du test de perte de valeur mis en œuvre ainsi que le détail des principales hypothèses retenues sont décrites en note 3.4 de l'annexe.

Nous avons ainsi considéré que l'évaluation des goodwill est un point clé de notre audit compte tenu du degré élevé d'estimations et de jugement mis en œuvre par la direction, de la sensibilité des valeurs recouvrables à la variation des hypothèses de prévisions et du poids relatif de ces actifs dans les comptes consolidés du Groupe.

Nous avons enfin vérifié que les notes annexes (notamment les notes 3.3 « Goodwill » et 3.4 « Modalités des tests de perte de valeur ») donnaient une information appropriée.

Reconnaissance du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait

Notes 1 et 5.1 de l'annexe des comptes consolidés

Risque identifié

Dans le cadre de ses activités, le Groupe génère notamment certains revenus et résultats relatifs à des contrats de prestations de service à long terme. Ces contrats dits « au forfait » représentent des contrats sur lesquels le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit défini dans un contrat cadre pour chaque typologie de services qui seront commandés.

Pour les prestations réalisées au forfait notamment dans les activités des entités relevant de l'activité E&I, le chiffre d'affaires est comptabilisé, conformément à la norme IFRS 15 au fur et à mesure du transfert de contrôle de la prestation réalisée.

Réponse apportée

Nous avons pris connaissance et testé les processus mis en place par le Groupe en lien avec la contractualisation, le suivi des projets, la facturation et la comptabilisation des contrats.

Les autres procédures d'audit mises en œuvre sur l'évaluation du chiffre d'affaires des contrats au forfait ont consisté à sélectionner, selon une approche multicritère d'échantillonnage (volumes d'affaires ou d'encours, complexité des projets, variations atypiques entre deux périodes ou par rapport aux standards du Groupe, nouveaux contrats de la période...), des projets pour lesquels nous avons :

- apprécié la conformité du traitement comptable retenu avec les clauses contractuelles ;

Ces contrats donnent lieu à comptabilisation du chiffre d'affaires en fonction de la méthode dite à l'avancement. Les critères de détermination du pourcentage d'avancement peuvent inclure, à une date considérée, l'examen des travaux effectués, des services rendus par rapport au total des services à exécuter et des coûts encourus par rapport au total des coûts estimés.

Dès qu'une perte devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que l'expérience acquise. Des actualisations d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Nous avons considéré que le correct rattachement à l'exercice du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de prestations au forfait constituait un point clé de notre audit dans la mesure où il est basé sur des jugements et estimations de la direction quant à la détermination du résultat à terminaison et des risques financiers attendus sur ces contrats.

- apprécié le bien fondé des estimations des résultats à terminaison et de la détermination des degrés d'avancement par recoupement avec notre compréhension de ces projets acquise lors d'entretiens menés avec les contrôleurs de gestion et les chefs de projet et par comparaison avec les performances passées pour des contrats similaires ;
- corroboré la position financière de ces projets avec les éléments probants correspondants (contrats, commandes, procès-verbaux d'acceptation des clients, données de suivi des temps) ;
- mis en œuvre de procédures de revue analytique portant sur l'évolution du chiffre d'affaires et du résultat comptabilisé sur l'exercice.

Nous avons enfin vérifié que les notes annexes (notamment la note 1 « Principes comptables généraux » et 5.1 « Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel ») donnent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés, et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n°2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ASSYSTEM S.A. par l'assemblée générale du 26 août 1999 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 30 avril 2009 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2020, le cabinet Deloitte & Associés était dans la vingt-deuxième année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la douzième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n°537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

A Paris La Défense, le 6 avril 2021

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

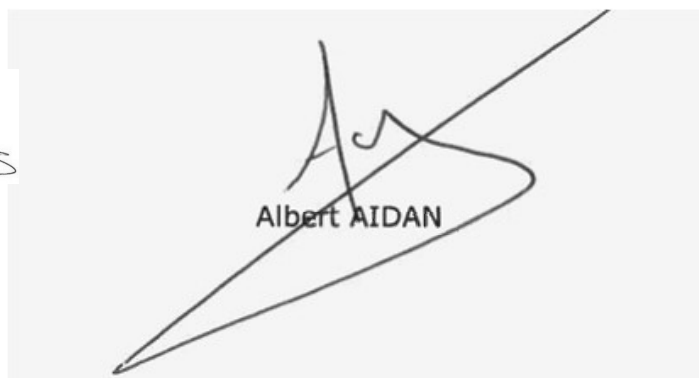


Eric ROBERT



Laurent GENIN

Deloitte & Associés



Albert AIDAN

5.2 COMPTES CONSOLIDÉS

5.2.1 ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

En millions d'euros	Notes	2020	2019
Goodwill	3.3	82,0	84,6
Immobilisations incorporelles	6.1	15,6	12,2
Immobilisations corporelles	6.2	12,0	10,5
Droits d'utilisation au titre de contrats de location	13	37,7	34,4
Immeubles de placement	6.3	1,3	1,4
Participations dans des entreprises associées	5.2	1,4	1,0
Titres Expleo Group mis en équivalence	6.4	43,0	91,2
Obligations convertibles Expleo Group	6.4	121,4	111,4
Titres et obligations convertibles Expleo Group	6.4	164,4	202,6
Autres actifs financiers	6.5	144,6	143,8
Impôts différés actifs	12.3	5,7	4,5
Actif non courant		464,7	495,0
Clients et comptes rattachés	5.1	150,5	160,8
Autres créances	5.1	23,9	30,0
Actifs d'impôt courants		0,7	1,6
Autres actifs courants		0,3	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8.1	43,1	29,2
Actif courant		218,5	222,1
Total de l'actif		683,2	717,1

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

PASSIF

En millions d'euros	Notes	2020	2019
Capital	7.1	15,7	15,7
Réserves consolidées		348,9	353,7
Résultat net part du Groupe		(22,0)	27,0
Capitaux propres part du Groupe		342,6	396,4
Participations ne donnant pas le contrôle		0,1	0,3
Capitaux propres de l'ensemble consolidé		342,7	396,7
Emprunts et dettes financières	8.2	66,0	80,5
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation	13	30,2	27,1
Engagements de retraite et avantages du personnel	5.3.2	19,6	18,4
Dettes sur acquisitions de titres	10	-	4,4
Provisions non courantes	9.1	17,4	17,2
Autres passifs non courants	10	-	0,8
Impôts différés passifs		0,1	-
Passif non courant		133,3	148,4
Emprunts et dettes financières	8.2	0,9	0,3
Dettes locatives au titre de droits d'utilisation	13	8,5	7,7
Fournisseurs et comptes rattachés	5.1	28,3	32,7
Dettes sur immobilisations		0,1	1,2
Dettes fiscales et sociales	5.1	120,8	95,4
Dettes d'impôt courantes		1,0	2,7
Provisions courantes	9.1	6,9	3,0
Autres passifs courants	5.1	40,7	29,0
Passif courant		207,2	172,0
Total du passif		683,2	717,1

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

<i>En millions d'euros</i>	Notes	2020	2019
Chiffre d'affaires	5.1	471,7	497,5
Charges de personnel	5.3.1	(348,6)	(351,2)
Autres produits et charges d'exploitation	5.4	(81,9)	(97,7)
Impôts et taxes		(1,1)	(1,1)
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	(16,3)	(13,2)
Résultat opérationnel d'activité	5.6	23,8	34,3
Quote-part des résultats des entreprises associées	5.2	1,0	0,9
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		24,8	35,2
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	5.6	(1,7)	(6,9)
Paielements fondés sur des actions		(1,3)	(1,0)
Résultat opérationnel	5.6	21,8	27,3
Quote-part des résultats d'Expleo Group	6.4	(45,2)	4,5
Produit des obligations convertibles Expleo Group	6.4	10,0	9,1
Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement	8.5	(2,7)	(1,8)
Autres produits et charges financiers	8.5	0,8	0,5
Résultat avant impôt des activités poursuivies		(15,3)	39,6
Impôt sur les résultats	12	(5,8)	(11,2)
Résultat net des activités poursuivies		(21,1)	28,4
Résultat net des activités cédées		-	(0,5)
Résultat net consolidé		(21,1)	27,9
Résultat net – part du Groupe		(22,0)	27,0
Résultat net – participations ne donnant pas le contrôle		0,9	0,9
En euros			
Résultat de base par action	7.3	(1,47)	1,80
Résultat dilué par action	7.3	(1,47)	1,76

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	2020	2019
Résultat net		(21,1)	27,9
<i>Dont autres éléments non recyclables du résultat global</i>			
Réévaluation du passif net au titre des avantages du personnel	5.3.1	(1,0)	(2,6)
Effet de l'impôt		0,1	0,3
Réévaluation du passif au titre des avantages du personnel (nette de l'effet impôt)		(0,9)	(2,3)
<i>Dont autres éléments recyclables du résultat global</i>			
Gains et pertes sur instruments financiers de couverture	8.3	0,4	-
Effet de l'impôt		-	-
Gains et pertes sur instruments financiers de couverture (nets de l'effet impôt)		0,4	-
Écarts de conversion		(9,4)	(0,4)
Total des autres éléments du résultat global		(9,9)	(2,7)
Total résultat global		(31,0)	25,2
Part du Groupe		(31,8)	24,4
Part du Groupe – résultat		(22,0)	27,0
Part du Groupe – autres éléments du résultat global		(9,8)	(2,6)
Part des participations ne donnant pas le contrôle		0,8	0,8
Part des participations ne donnant pas le contrôle – résultat		0,9	0,9
Part des participations ne donnant pas le contrôle – autres éléments du résultat global		(0,1)	(0,1)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.4 TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Notes	2020	2019
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		24,8	35,2
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	5.5	16,3	13,2
EBITDA		41,1	48,4
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité	5.1	46,9	8,1
Impôts versés		(6,7)	(10,7)
Autres flux		(0,4)	(3,8)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité		80,9	42,0
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités poursuivies</i>		80,9	42,5
<i>Dont flux nets de trésorerie opérationnels des activités cédées</i>		-	(0,5)
Opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations, nettes de cessions, dont :		(11,9)	(15,8)
Acquisitions d'immobilisations	6.6	(12,0)	(16,0)
Cessions d'immobilisations	6.6	0,1	0,2
Free cash-flow		69,0	26,2
<i>Dont free cash-flow des activités poursuivies</i>		69,0	26,7
<i>Dont free cash-flow des activités cédées</i>		-	(0,5)
Acquisitions de titres de sociétés et fonds de commerce	3.2	(8,9)	(22,2)
Autres mouvements, nets		6,1	4,4
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(14,7)	(33,6)
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités poursuivies</i>		(17,1)	(33,6)
<i>Dont flux nets de trésorerie des activités cédées</i>		2,4	-
Opérations de financement			
Produits et charges financiers nets reçus (versés)		(1,3)	(1,7)
Émissions d'emprunts	8.2	-	17,2
Remboursements d'emprunts et variations des autres dettes financières	8.2	(14,0)	(0,2)
Remboursement de la dette locative au titre de droits d'utilisation incluant la charge financière	13	(10,6)	(9,3)
Dividendes versés	7.4	(16,0)	(17,2)
Autres mouvements sur capitaux propres de la mère		(9,4)	0,2
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(51,3)	(11,0)
Variation de la trésorerie nette		14,9	(2,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	8.1	29,1	32,1
Incidence des éléments non monétaires et de la variation des cours des devises		(1,1)	(0,4)
Variation de la trésorerie nette		14,9	(2,6)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8.1	42,9	29,1

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Primes	Réévaluation du passif net au titre des avantages du personnel	Réserves liées aux instruments financiers de couverture	Écarts de conversion	Total des autres éléments du résultat global	Résultat de la période	Autres réserves	Capitaux propres part Groupe	Partici- pations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2019	15,7	-	-	(0,3)	(10,4)	(10,7)	19,4	362,3	386,7	0,1	386,8
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	(15,0)	(15,0)	(0,7)	(15,7)
Paiements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions	-	-	-	-	-	-	-	1,0	1,0	-	1,0
Opérations sur titres auto- détenus	-	-	-	-	-	-	-	(0,2)	(0,2)	-	(0,2)
Total résultat global	-	-	(2,2)	-	(0,4)	(2,6)	27,0	-	24,4	0,8	25,2
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	-	(19,4)	19,4	-	-	-
Affectation des éléments non recyclables du résultat global	-	-	2,2	-	-	2,2	-	(2,2)	-	-	-
Transactions avec les minoritaires sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	(0,5)	(0,5)	(0,2)	(0,7)
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,3	0,3
Capitaux propres au 31 décembre 2019	15,7	-	-	(0,3)	(10,8)	(11,1)	27,0	364,8	396,4	0,3	396,7
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	(15,1)	(15,1)	(0,5)	(15,6)
Paiements fondés sur des actions et attributions gratuites d'actions	-	-	-	-	-	-	-	1,3	1,3	-	1,3
Opérations sur titres auto- détenus	-	-	-	-	-	-	-	(8,3)	(8,3)	-	(8,3)
Total résultat global	-	-	(0,8)	0,4	(9,4)	(9,8)	(22,0)	-	(31,8)	0,8	(31,0)
Affectation du résultat de la période précédente	-	-	-	-	-	-	(27,0)	27,0	-	-	-
Affectation des éléments non recyclables du résultat global	-	-	0,8	-	-	0,8	-	(0,8)	-	-	-
Transactions avec les minoritaires sans changement de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	(0,5)	(0,5)	-	0,6	0,1	(0,5)	(0,4)
Capitaux propres au 31 décembre 2020	15,7	-	-	0,1	(20,7)	(20,6)	(22,0)	369,5	342,6	0,1	342,7

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

5.2.6 NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

NOTE 1	PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX	95	NOTE 7	CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION	115
NOTE 2	FAITS MARQUANTS	96	7.1	Actions	115
NOTE 3	PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL	97	7.2	Actions propres	115
3.1	Périmètre	98	7.3	Résultat par action	116
3.2	Regroupements d'entreprises	99	7.4	Dividendes par action	117
3.3	Goodwill	100	NOTE 8	FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS	117
3.4	Modalités des tests de perte de valeur	101	8.1	Trésorerie et équivalents de trésorerie	117
NOTE 4	INFORMATION SECTORIELLE	102	8.2	Dettes financières	117
NOTE 5	DONNÉES OPÉRATIONNELLES	103	8.3	Instruments dérivés financiers	118
5.1	Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)	103	8.4	Informations sur l'endettement net	119
5.2	Participations dans des entreprises associées	105	8.5	Produits et charges financiers	120
5.3	Charges de personnel et avantages du personnel	107	8.6	Gestion du risque financier	120
5.3.1	Détail des charges de personnel au compte de résultat consolidé	107	NOTE 9	PROVISIONS	122
5.3.2	Avantages du personnel	107	NOTE 10	DETTES SUR ACQUISITIONS DE TITRES ET AUTRES PASSIFS (COURANTS OU NON COURANTS)	123
5.3.3	Palements fondés sur des actions	108	NOTE 11	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	123
5.3.4	Informations sur les transactions au titre des parties liées	109	11.1	Classification comptable des actifs et passifs financiers	123
5.4	Autres charges et produits d'exploitation	110	11.2	Hierarchie de juste valeur	124
5.5	Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	110	NOTE 12	IMPÔTS	125
5.6	Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	110	12.1	Impôts comptabilisés au cours de la période	125
NOTE 6	INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIFS NON COURANTS	111	12.2	Preuve d'impôt	125
6.1	Immobilisations incorporelles	111	12.3	Impôts différés	126
6.2	Immobilisations corporelles	112	NOTE 13	DROITS D'UTILISATION AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION ET DETTE LOCATIVE AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION	127
6.3	Immeubles de placement	113	NOTE 14	ENGAGEMENTS HORS BILAN	129
6.4	Titres et obligations convertibles Expleo Group	113	NOTE 15	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	129
6.5	Actifs financiers non courants	114			
6.6	Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé	115			

NOTE 1

PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

Entité présentant les états financiers

Le groupe Assystem est un groupe international leader dans le domaine de l'ingénierie.

Société anonyme à conseil d'administration de droit français, Assystem S.A., société mère et tête de Groupe, a son siège social Tour Égée, 9 - 11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2020 ainsi que les notes annexes ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 mars 2021.

Ces comptes seront soumis à approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires devant se tenir le 27 mai 2021.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable d'Assystem et de ses filiales. Ils sont présentés en millions d'euros, arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

Bases de préparation

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe Assystem au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont établis selon les normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2020. Ils sont présentés sur deux exercices.

Les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne diffèrent sur certains aspects des IFRS publiées par l'IASB. Néanmoins, le Groupe s'est assuré que les informations financières pour les périodes présentées n'auraient pas été substantiellement différentes si les normes IFRS avaient été appliquées telles que publiées par l'IASB.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS NOUVELLES APPLICABLES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2020

Les normes, amendements et interprétations qui s'appliquent au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2020 sont les suivants :

- modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 1 ;
- allègements de loyer liés à la COVID-19 (modification d'IFRS 16) ;
- modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- modifications d'IFRS 3 relatives à la définition d'une activité ou d'un business ;
- modifications d'IAS 1 et d'IAS 8 relatives à la définition du terme « significatif ».

Aucun impact significatif n'a été constaté suite à l'application des normes et interprétations décrites ci-dessus.

Normes IFRS nouvelles et révisées publiées mais non encore entrées en vigueur :

- modifications d'IFRS 4 – Report de l'application IFRS 9 ;
- modifications d'IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7 – Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 ;
- IFRS 17 – Contrats d'assurance ;

- modifications d'IAS 1 – Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants ;
- modifications d'IFRS 3 – Référence au Cadre conceptuel ;
- modifications d'IAS 16 – Immobilisations corporelles – Produit antérieur à l'utilisation prévue ;
- modifications d'IAS 37 – Contrats déficitaires – Coût d'exécution du contrat ;
- améliorations annuelles des normes IFRS (Cycle 2018-2020) – Modifications d'IFRS 1 – Première application des normes internationales d'information financière, d'IFRS 9 – Instruments financiers, d'IFRS 16 – Contrats de location, et d'IAS 41 – Agriculture.

Le Groupe ne s'attend pas à ce que l'adoption des normes indiquées ci-dessus ait une incidence significative sur ses états financiers pour les exercices futurs.

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET COMPARABILITÉ DES EXERCICES

La présentation des états financiers n'a pas été modifiée pour l'arrêté des comptes de l'exercice 2020.

SOURCES PRINCIPALES D'INCERTITUDE RELATIVES AUX ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

L'établissement des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite d'émettre des jugements, d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui impactent les actifs, passifs, les produits et les charges. L'impact des changements d'estimation est comptabilisé de façon prospective. Ces estimations sont faites par la direction sur la base de la continuité d'exploitation en fonction d'informations disponibles à la date d'arrêté des comptes. Elles peuvent évoluer en fonction d'événements ou d'informations pouvant remettre en cause les circonstances dans lesquelles elles ont été élaborées.

Les résultats réels peuvent donc être différents de ceux attendus. Le caractère aléatoire de certaines estimations peut rendre difficile l'appréhension des perspectives économiques du Groupe en particulier pour la réalisation des tests de dépréciation des actifs (voir note 3.3 – Goodwill).

Le Groupe a choisi de développer les postes les plus sensibles à ces estimations.

Reconnaissance du chiffre d'affaires pour les prestations au forfait

Comme indiqué en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement, le chiffre d'affaires relatif à des prestations au forfait est reconnu suivant la méthode de l'avancement par les coûts.

La détermination du pourcentage d'avancement et des revenus à comptabiliser repose sur de nombreuses estimations fondées sur le suivi des coûts ainsi que sur l'expérience acquise. Des révisions d'hypothèses et d'estimations à terminaison peuvent intervenir tout au long de la vie du contrat et peuvent avoir des effets significatifs sur les résultats futurs.

Provision pour perte à terminaison/pour garantie sur projets

Des provisions pour perte à terminaison sont susceptibles d'être comptabilisées dans le cadre des contrats d'ingénierie selon la méthode de l'avancement conformément à la norme IAS 37 (voir note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement). Dès qu'elle devient probable, la perte sur contrat est immédiatement comptabilisée par constitution d'une provision sous déduction des pertes précédemment comptabilisées. Les pertes sur contrats qui seront réellement enregistrées peuvent différer des montants initialement provisionnés et avoir un effet sur les résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux provisions sont présentés en note 9 – Provisions.

Dépréciation des créances clients et comptes rattachés

Un taux de recouvrabilité plus faible que celui estimé ou la défaillance de nos principaux clients peuvent avoir un impact négatif sur nos résultats futurs.

Les éléments chiffrés relatifs aux dépréciations des créances clients et comptes rattachés sont présentés en note 5.1 – Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement.

Impôts différés

Un actif d'impôt différé, se rapportant notamment aux pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés ainsi qu'aux différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société et/ou sa ou ses filiale(s) concernée(s) disposeront de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels il pourra être imputé.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des prévisions de résultats fiscaux futurs, de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir inclus dans les pertes passées et de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les éléments chiffrés relatifs aux impôts différés sont présentés en note 12.3 – Impôts différés.

Dépréciation des goodwill

Les estimations sur les hypothèses de calcul dans le cadre de la dépréciation des goodwill sont présentées en note 3.4 – Modalités des tests de perte de valeur.

Avantages du personnel

Les estimations faites sur les hypothèses de calcul faites dans le cadre des avantages au personnel ainsi que les analyses de sensibilité sont présentées en note 5.3.2 – Avantages du personnel.

NOTE 2**FAITS MARQUANTS**

L'exercice 2020 a été marqué par les événements significatifs suivants :

Pandémie Covid-19

L'exercice a été marqué par les impacts négatifs, notamment du fait de l'impossibilité d'accéder aux sites de certains clients pendant la période de confinement sanitaire généralisé en France, de la pandémie Covid-19 sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel consolidés (malgré les mesures de prise en charge publique, pour l'essentiel en France, de l'activité partielle d'un certain nombre de salariés et d'exonération des cotisations employeur correspondantes), sans toutefois que ces impacts puissent être chiffrés de façon précise.

Par ailleurs, le Groupe a bénéficié de reports de paiement d'échéances de dettes sociales et fiscales pour un montant total résiduel au 31 décembre 2020 de 26,7 millions d'euros (dont 25,8 millions d'euros au titre de ses opérations françaises), remboursables à hauteur de 13,6 millions d'euros au 1^{er} semestre de l'exercice 2021 et pour le solde au second semestre de ce même exercice. Ces reports de paiement ont donc influencé significativement la variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité du tableau de flux de trésorerie consolidé.

Participation dans Expleo Group

La société Expleo Group, détenue à hauteur de 38,16 % et consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, a été très fortement affectée par la pandémie de Covid-19. Exposée à une forte baisse de l'activité

des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, certaines entités du groupe Expleo ont dû engager des mesures de restructuration dont le provisionnement a très fortement pénalisé le résultat net consolidé de l'exercice 2020 d'Expleo Group, étant cependant souligné que son résultat opérationnel d'activité (résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges non récurrents) consolidé est resté significativement positif. La valeur de la participation Expleo Group a donc été fortement réduite, passant de 91,2 millions d'euros en début d'exercice à 43,0 millions d'euros en fin d'exercice, soit une réduction de 48,2 millions d'euros, dont une contribution négative de 45,2 millions d'euros de quote-part du résultat net consolidé d'Expleo Group comptabilisée au compte de résultat consolidé de la Société. L'ensemble des informations relatives à Expleo Group figure à la note 6.4 – Titres et obligations convertibles Expleo Group.

Cession de la société Eurosyn

Le Groupe a cédé le 7 juillet 2020 sa participation majoritaire de 50,04 % dans la société Eurosyn Développement à son co-actionnaire pour un montant de 2,5 millions d'euros. Net de la trésorerie cédée, le flux de trésorerie sur la cession se monte à 0,5 million d'euros. La plus-value de cession est de 2,0 millions d'euros et est comptabilisée au compte de résultat consolidé dans la rubrique « Produits et charges opérationnels non liés à l'activité ».

Acquisition de la société Corporate Risk Associates

Le Groupe a procédé fin mai 2020 à l'acquisition de 100 % des actions de la société Corporate Risk Associates basée au Royaume-Uni et l'a intégrée dans son périmètre de consolidation au 1^{er} juin 2020.

Corporate Risk Associates (CRA) est une des entreprises de référence en conseil en gestion des risques associés à la sûreté, aux opérations et aux facteurs humains au Royaume-Uni. Elle a enregistré un chiffre d'affaires de 3,7 millions de livres sterling (4,1 millions d'euros) lors de son exercice clos au 31 mars 2020 (exercice d'une durée de douze mois).

Le prix d'acquisition net de la trésorerie acquise (0,2 million d'euros) est de 2,7 millions d'euros (présenté dans le tableau de flux de trésorerie consolidé rubrique « Acquisitions de titres de sociétés, nettes de cession »). Le goodwill dégagé à l'occasion de cette opération se monte à 2,5 millions d'euros (voir note 3.2 – Regroupements d'entreprises).

Paiement de l'option de vente consentie aux actionnaires minoritaires de la société Assystem Envy

Le Groupe a procédé au cours du premier semestre au paiement de l'option de vente consentie aux actionnaires minoritaires de la société turque Assystem Envy pour un montant de 5,7 millions d'euros présenté dans le tableau de flux de trésorerie consolidé rubrique « Acquisitions de titres de sociétés, nettes de cession ».

Comptabilisation du dividende reçu de la société Framatome

Assystem a comptabilisé au compte de résultat consolidé, dans la rubrique « Autres produits et charges financiers » (voir note 8.5 – Produits et charges financiers), un dividende de Framatome, société détenue à hauteur de 5 % (voir note 6.5 – Actifs financiers non courants) d'un montant de 3,1 millions d'euros, encaissé au cours de l'exercice et pris en compte dans la rubrique « Autres mouvements, nets des flux liés aux opérations d'investissement » du tableau de flux de trésorerie consolidé.

NOTE 3

PÉRIMÈTRE, REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET GOODWILL

Méthode de consolidation

Filiales consolidées par intégration globale

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées. La norme IFRS 10 introduit un modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ».

Les résultats des entités consolidées sont inclus dans les états financiers à compter de la date de prise de contrôle (sauf cas particulier) et jusqu'à la date de perte de contrôle de la filiale. Les transactions intercompagnies (bilan et compte de résultat) sont éliminées. Les participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres sont présentées séparément dans les états financiers.

Co-entreprises et activités conjointes (participations dans les entreprises associées)

La norme IFRS 11 a introduit deux types de partenariat : les co-entreprises et les activités conjointes. La classification des partenariats s'effectuant sur la base des droits et obligations de chacune des parties dans le partenariat, en prenant notamment en compte la structure, la forme juridique des accords, les droits conférés à chacune des parties par les accords, ainsi que les faits et circonstances le cas échéant.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties (« co-entrepreneurs ») qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (« co-participants ») ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs de l'entité.

Les partenariats qualifiés de co-entreprises sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

Chacun des co-participants à une activité conjointe doit comptabiliser les actifs et passifs (et produits et charges) relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères et transactions libellées en monnaies étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les données des états financiers des entités du Groupe sont mesurées dans la monnaie de l'environnement économique principal (celui dans lequel l'entité génère et dépense principalement sa trésorerie) : la monnaie fonctionnelle.

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est l'euro.

Transactions et soldes

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les pertes et profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion, aux taux en vigueur à la date de clôture, des actifs et passifs monétaires libellés en devises sont comptabilisés en résultat, sauf lorsqu'ils sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global. Les produits et charges comptabilisés en autres éléments du résultat global correspondent à la part efficace des couvertures éligibles de flux de trésorerie et des couvertures d'un investissement net dans une entité étrangère.

Conversion des comptes des filiales

Les états financiers des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro (monnaie de présentation des comptes) sont convertis dans les conditions suivantes :

- selon la méthode du cours de clôture de la période pour le bilan ;
- selon la méthode du cours moyen de la période pour le compte de résultat.

Les écarts de conversion sont comptabilisés au sein des autres éléments du résultat global dans une rubrique séparée. Les goodwill des sociétés étrangères sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de la filiale acquise et convertis dans la monnaie de présentation au taux de clôture.

3.1 Périmètre

Les principales filiales d'Assystem S.A. incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2020 sont les suivantes :

Nom	Pays	Numéro de Siren	Pourcentage d'intérêts	Méthode de consolidation
Sociétés françaises				
Assystem S.A.	France	412076937	Mère	IG
Assystem Engineering and Operation Services	France	444159164	100	IG
Insiema	France	572004372	100	IG
Assystem Care France	France	794087502	100	IG
MPH Global Services	France	499137610	100	IG
Expleo Group	France	831178785	38,16	MEE
ECP et ses filiales	France	347621831	100	IG
ASCO	France	348998543	100	IG
Sociétés étrangères				
Assystem Energy & Infrastructure Ltd	Royaume-Uni		100	IG
Corporate Risk Associates	Royaume-Uni		100	IG
Assystem Radicon	Arabie saoudite		75	IG
Assystem Care Holding	Belgique		100	IG
Assystem Care Belgium	Belgique		100	IG
Assystem Care Switzerland	Suisse		100	IG
Filiales étrangères de MPH Global Services	Émirats Arabes Unis/Qatar		100	IG
Assystem Envy	Turquie		100	IG

IG : intégration globale.

MEE : mise en équivalence.

3.2 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les dispositions de la précédente version de la norme IFRS 3.

À compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée. En application de cette norme révisée, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle. À ce titre, des travaux d'analyse, notamment sur les clients (portefeuille de contrats et portefeuille de clients) sont effectués à chaque acquisition d'entreprise ;
- les participations ne donnant pas le contrôle sont évaluées soit à la juste valeur, soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque acquisition.

À cette date, le goodwill est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée, augmentée du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle (participations ne donnant pas le contrôle) dans l'entreprise acquise et, dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ; et
- le montant net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

L'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à leur quote-part dans l'actif net identifiable a pour conséquence de calculer un goodwill dit « partiel » sur la seule quote-part du capital acquis.

L'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces participations ne donnant pas le contrôle, donnant ainsi lieu à la constatation d'un goodwill dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition, les ajustements constatés dans ce délai sont effectués relativement à des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat en tant qu'acquisition à des conditions avantageuses.

Ultérieurement, l'écart d'acquisition est maintenu à son montant d'origine, diminué le cas échéant du cumul des pertes de valeur enregistrées (se reporter au paragraphe « Goodwill » ci-après).

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat ;
- les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charge de la période ; lors de l'acquisition ultérieure de participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant, tout écart entre le prix effectivement payé et l'évaluation d'origine des participations ne donnant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres du Groupe, conformément à la norme IFRS 10.

AU TITRE DE L'EXERCICE 2020

Le Groupe a procédé fin mai 2020 à l'acquisition de 100 % des actions de la société Corporate Risk Associates basée au Royaume-Uni (voir note 2 – Faits marquants). Sa contribution au chiffre d'affaires consolidé du Groupe se monte à 3,0 millions d'euros sur l'exercice.

La juste valeur de l'actif net acquis se décompose comme suit :

En millions d'euros	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2
Autres actifs courants et non courants	1,3
Total actif	1,5
Passifs financiers	
Autres passifs courants et non courants	1,1
Total passif	1,1
Actif net	0,4

Le calcul des goodwill complets se décompose comme suit :

En millions d'euros	Total
Part du prix d'acquisition versée en trésorerie	2,9
Prix d'acquisition	2,9
Juste valeur de l'actif net acquis	0,4
Goodwill	2,5

Le flux de trésorerie lié à l'acquisition se décompose comme suit :

En millions d'euros	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0,2
Découvert bancaire	-
Position nette de trésorerie acquise	0,2
Prix d'acquisition des titres	(2,9)
Flux de trésorerie sur acquisitions	(2,7)

Conformément à la norme IFRS 3 révisée, le Groupe finalisera l'affectation du prix d'acquisition de la société Corporate Risk Associates dans les douze mois suivant la prise de contrôle, soit au plus tard à la clôture du premier semestre 2021.

Le Groupe a finalisé l'affectation du prix d'acquisition de la société ASCO. Ces travaux ont conduit à une augmentation du goodwill de 0,2 million d'euros (voir note 3.3 – Goodwill).

Le flux d'acquisitions de titres de sociétés est détaillé ci-dessous :

En millions d'euros	2020	2019
Flux de trésorerie sur acquisitions	(2,7)	(8,0)
Flux de trésorerie sur acquisition de fonds de commerce	(0,1)	-
Paiement de titres Assystem Care Holding	-	(1,0)
Paiement du complément de prix Framatome	-	(12,5)
Paiement de l'option de vente consentie aux actionnaires minoritaires de la société Assystem Envy	(5,7)	-
Autres	(0,4)	(0,7)
Acquisitions de titres de sociétés	(8,9)	(22,2)

La rubrique « Autres » est principalement constituée par l'investissement réalisé dans l'entreprise associée UzAssystem LLP en Ouzbékistan pour 0,3 million d'euros. Détenu à hauteur de 49 %, elle est consolidée selon

la méthode de la mise en équivalence (voir note 5.2 – Participations dans les entreprises associées).

3.3 Goodwill

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 révisée – Regroupements d'entreprises, les goodwill comptabilisés ne sont pas amortis mais font l'objet au minimum d'un test de perte de valeur annuel pour acter d'une éventuelle perte de valeur à enregistrer.

Les goodwill sont affectés aux unités génératrices de trésorerie (UGT) définies par le Groupe : une UGT est un groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Le niveau d'UGT retenu pour tester les goodwill repose sur les caractéristiques de métier ou de marché de chacune des activités.

Le Groupe procède à des tests de perte de valeur chaque fin d'année ou chaque fois qu'un indice de perte de valeur est identifié afin d'estimer la valeur recouvrable de l'UGT (valeur la plus élevée entre la juste valeur nette de l'actif et sa valeur d'utilité qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimée attendue de l'utilisation de l'unité génératrice). Une perte de valeur est comptabilisée pour une UGT si sa valeur recouvrable est inférieure à sa valeur comptable et doit être en premier lieu affectée au goodwill de l'UGT.

En cas de cession d'une entreprise, le goodwill attribué à la filiale est inclus dans la détermination du résultat de cession.

Les goodwill dégagés lors d'acquisitions de sociétés consolidées sont identifiés sur une ligne distincte des états financiers. Les goodwill dégagés sur des participations mises en équivalence sont inclus dans les rubriques correspondantes des états financiers.

Les unités génératrices de trésorerie au sens IFRS (UGT) définies par le Groupe sont Energy & Infrastructure (activités d'ingénierie d'infrastructures complexes) et Staffing (activités de mise à disposition

de consultants spécialisés en Oil & Gas et Industrie dans le monde). Elles correspondent aux segments opérationnels présentés dans la note 4 – Information sectorielle.

En millions d'euros	Energy & Infrastructure	Staffing	Total
Valeur nette au 1^{er} janvier 2020	84,6	-	84,6
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	2,7	-	2,7
Écarts de conversion	(5,3)	-	(5,3)
Valeur nette au 31 décembre 2020	82	-	82

La variation des écarts de conversion concerne principalement les goodwill comptabilisés lors des acquisitions des sociétés Assystem Envy en Turquie et Assystem Radicon en Arabie saoudite, la dépréciation de la livre turque et du riyal saoudien au cours de l'exercice ayant fortement impacté la valeur du goodwill de ces dernières.

Le goodwill de l'UGT Staffing a été au cours des exercices précédents intégralement déprécié.

Les effets des variations de périmètre sont décrits dans la note 3.2 – Regroupement d'entreprises.

3.4 Modalités des tests de perte de valeur

La valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie a été déterminée en utilisant la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, le Groupe a projeté les flux futurs de trésorerie qu'il s'attend à obtenir de l'unité génératrice de trésorerie. Cette projection est fondée sur des projections financières couvrant une période de quatre années. Les flux futurs de trésorerie au-delà de quatre ans sont extrapolés en tenant compte d'un taux de croissance (voir ci-dessous). Le taux de croissance ne doit pas excéder le taux moyen de croissance à long terme du secteur d'activité. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés par le coût moyen pondéré du capital (WACC) du secteur.

Les cash-flows sont basés sur les prévisions budgétaires établies par le management opérationnel des « UGT » dans le cadre de l'élaboration de leur stratégie à moyen et long terme. Le Groupe a retenu un coût normatif de dette pondéré pour l'ensemble du Groupe et un coût des fonds propres spécifique par pays pour déterminer le coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC) (voir tableau ci-dessous). Le tableau ci-après décrit les principaux facteurs de modélisation des hypothèses retenues pour le calcul des tests de perte de valeur :

2020

UGT	Taux de croissance à perpétuité pour extrapolation des flux de trésorerie futurs au-delà de la période de projection	Taux d'actualisation
Energy & Infrastructure	1,5 %	9,0 %

2019

UGT	Taux de croissance à perpétuité pour extrapolation des flux de trésorerie futurs au-delà de la période de projection	Taux d'actualisation
Energy & Infrastructure	1,5 %	9,0 %
Staffing	1,5 %	10,2 %

Les dépréciations éventuelles résultant d'un calcul de flux de trésorerie futurs actualisés et/ou de valeurs de marché des actifs concernés, une évolution des conditions de marché ou des flux de trésorerie initialement estimés peut donc conduire à revoir et à modifier la dépréciation comptabilisée précédemment.

Le Groupe a défini les facteurs de sensibilité suivants pour ses tests de valeur :

- la majoration de 0,5 % des taux d'actualisation ;
- la diminution de 0,5 % du taux de croissance perpétuelle.

Prise une à une ou cumulées, ces variations d'hypothèses de sensibilité n'entraîneraient cependant pas de perte de valeur du goodwill alloué à l'UGT Energy & Infrastructure.

Aucune hypothèse n'a varié significativement par rapport à la clôture 2019 pour l'UGT Energy & Infrastructure.

Il n'a pas été identifié d'indice de pertes de valeur qui aurait un impact sur les autres composantes de l'UGT Staffing au 31 décembre 2020.

NOTE 4

INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels sont des composantes du Groupe pour lesquelles des informations financières isolées sont disponibles, et dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par la direction du Groupe, en vue d'évaluer leurs performances et de décider l'affectation des ressources. Le Groupe opère sur deux segments opérationnels : Energy & Infrastructure (activités d'ingénierie d'infrastructures complexes) et Staffing (activités de mise à disposition de consultants spécialisés en Oil & Gas et Industrie).

Les principes comptables appliqués au segment opérationnel sont les suivants :

- les segments s'appuient sur leurs propres ressources et peuvent partager avec d'autres secteurs certaines ressources dans le cadre de synergies. Ce partage se matérialise par la réallocation de coûts ou par des relations contractualisées entre différentes entités juridiques ;
- les charges de management directement rattachables à chacun des secteurs opérationnels leur sont affectées ;

- l'indicateur de résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées exclut les produits et charges non liés à l'activité.

Par segment opérationnel

Les actifs et passifs répartis par segment opérationnel incluent les actifs et passifs opérationnels utilisés par chaque division dans le cadre de ses activités qui lui sont directement attribuables ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés :

- le goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles ;
- les clients et comptes rattachés, autres créances et autres actifs courants ;
- les fournisseurs et comptes rattachés, les dettes sur immobilisations, les dettes fiscales et sociales, les dettes courantes sur acquisitions de titres, les provisions courantes et les autres passifs courants.

EXERCICE 2020

En millions d'euros	E&I	Staffing	Holding et divers	Inter-segments	Total
Chiffre d'affaires	430,0	54,9	3,1	(16,3)	471,7
Dont chiffre d'affaires inter-segments	(0,3)	(16,0)	-	16,3	-
Total chiffre d'affaires externe	429,7	38,9	3,1	-	471,7
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	28,3	0,5	(4,0)	-	24,8
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	(5,2)	0,1	2,1	-	(3,0)
Résultat opérationnel	23,1	0,6	(1,9)	-	21,8
Actifs nets de passifs répartis par segment opérationnel (UGT)	88,3	5,9	(0,4)	-	93,8

EXERCICE 2019

En millions d'euros	E&I	Staffing	Holding et divers	Inter-segments	Total
Chiffre d'affaires	446,9	62,6	7,5	(19,5)	497,5
Dont chiffre d'affaires inter-segments	(0,7)	(18,8)	-	19,5	-
Total chiffre d'affaires externe	446,2	43,8	7,5	-	497,5
Résultat opérationnel d'activité incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	36,9	1,4	(3,1)	-	35,2
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité	(0,7)	(6,1)	(1,1)	-	(7,9)
Résultat opérationnel	36,2	(4,7)	(4,2)	-	27,3
Actifs nets de passifs répartis par segment opérationnel (UGT)	128,2	11,8	3,1	-	143,1

Par zone géographique

Les actifs non courants répartis par zone géographique incluent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles qui sont directement attribuables ou qui peuvent être raisonnablement affectés par zone géographique.

La répartition géographique du chiffre d'affaires et des actifs du Groupe a été établie en fonction du lieu d'implantation géographique des sociétés consolidées et se présente comme suit :

EXERCICE 2020

En millions d'euros	France	Europe hors France	Asie – Moyen Orient – Afrique	Holding, divers et autres zones	Total Groupe
Total chiffre d'affaires externe	338,9	47,6	85,2	-	471,7
Actifs non courants répartis par zone géographique	94,7	17,4	32,0	3,2	147,3

EXERCICE 2019

En millions d'euros	France	Europe hors France	Asie – Moyen Orient – Afrique	Holding, divers et autres zones	Total Groupe
Total chiffre d'affaires externe	355,3	42,8	99,4	-	497,5
Actifs non courants répartis par zone géographique	88,6	15,5	37,3	0,3	141,7

NOTE 5

DONNÉES OPÉRATIONNELLES

5.1 Chiffre d'affaires et besoin en fonds de roulement opérationnel (BFR)

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe correspond au chiffre d'affaires issu des activités des pôles Energy & Infrastructure et Staffing opérant au travers de deux types de contrats :

- contrats en régie : ce sont des prestations où la valorisation est fonction des moyens mis en œuvre. Le revenu est égal au temps passé, justifié auprès du client, multiplié par un taux horaire ou journalier ;
- contrats au forfait : contrat pour lequel le Groupe s'engage à une obligation de résultat et dont le prix est, soit fixé initialement pour la globalité du projet, soit au gré des commandes clients s'inscrivant dans un contrat-cadre.
- La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec les clients dépend selon IFRS 15 :
- d'une part, du rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle du service rendu ; et
- d'autre part, du montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert du contrôle de la prestation de service rendue est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance de chiffre d'affaires. Ce transfert peut s'effectuer en continu (comptabilisation du chiffre d'affaires à l'avancement) ou à une date précise (comptabilisation à l'achèvement).

Le revenu des contrats en régie est reconnu à échéance régulière, généralement mensuelle, sur la base du temps presté.

Le revenu associé aux contrats au forfait est très majoritairement reconnu à l'avancement dans la mesure où le Groupe considère que le client bénéficie en continu des avantages issus des prestations rendues ou que le vendeur dispose d'un droit à règlement pour les prestations réalisées à date. Le critère généralement retenu pour la détermination du pourcentage d'avancement au cours de la vie du contrat est le rapport des coûts engagés sur le total estimé des coûts à terminaison.

Les entités du Groupe travaillent systématiquement sur la base de contrats passés avec les clients ; en présence d'un contrat-cadre, le Groupe considère que les commandes successives, créant des droits et obligations exécutoires entre les parties, constituent le contrat au sens de la norme.

Le Groupe est amené à signer des contrats comprenant des prestations de service de nature différente, susceptibles de constituer des obligations de performance distinctes. Le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacune des obligations de performance analysées comme étant distinctes au sein du contrat.

Les contreparties variables concédées aux clients sont constituées essentiellement de pénalités et de remises sur volume. Ces éléments sont présentés en diminution du chiffre d'affaires tel que prescrit par la norme IFRS 15. L'enjeu financier représenté par ces contreparties variables est jugé non significatif aux bornes du Groupe.

Pour présenter une offre pertinente à un client, une entité du Groupe peut être amenée à former un groupement avec un ou plusieurs tiers ou à appeler un tiers en sous-traitance. Dans ce type de situation, l'entité veille à conserver le contrôle exclusif de sa prestation de service vis-à-vis du client et ne remplit pas de fonction d'agent ou d'intermédiaire entre ce dernier et le tiers.

Les coûts d'obtention et de réalisation des contrats ne sont pas significatifs à l'échelle du Groupe.

Carnet de commandes

Conformément aux exemptions autorisées par la norme IFRS 15, le Groupe a choisi d'exclure du carnet de commandes les contrats dont la durée est inférieure à un an ainsi que les prestations couvertes par un droit à facturer. Tenant compte de ces deux exemptions, le montant total du carnet de commandes, au sens de la norme, n'est pas significatif à la clôture de l'exercice 2020.

Dépréciation des créances clients

Les créances commerciales sont initialement reconnues à la juste valeur moins les provisions pour dépréciation.

Des dépréciations sont comptabilisées à hauteur des pertes attendues sur la durée de vie de la créance.

Provision pour perte à terminaison

Dès qu'une perte devient probable, elle est comptabilisée par constitution d'une provision. Elle est calculée dans le cadre de la méthode à l'avancement sous déduction de la perte déjà comptabilisée. La charge relative aux provisions pour perte à terminaison est comptabilisée au poste « Amortissements et provisions opérationnels courants, nets ».

Subventions et crédits d'impôt

Les subventions publiques et les crédits d'impôt relatifs à des dépenses d'exploitation sont comptabilisés en les rattachant au coût lié qu'ils compensent sur les périodes correspondantes :

- soit en déduction de la charge correspondante s'ils ont pour objet de couvrir une dépense identifiée ;
- soit en déduction sur la ligne « autres charges d'exploitation » s'ils sont octroyés dans un cadre plus général.

CLIENTS

En millions d'euros	2020	2019
Créances clients	98,7	113,1
Factures à établir	18,1	15,2
Actifs de contrats *	39,0	37,9
Valeur brute	155,8	166,2
Dépréciation	(5,3)	(5,4)
Valeur nette	150,5	160,8

* Un actif de contrat correspond au chiffre d'affaires calculé à l'avancement, sur la base d'un contrat au forfait, et non encore facturé.

Le Groupe a eu recours à l'affacturage de créances commerciales répondant aux critères de déconsolidation des créances cédées selon la norme IFRS 9 – Instruments financiers pour des montants nets de 28,9 millions d'euros au 31 décembre 2020 et de 18,9 millions

d'euros au 31 décembre 2019. En conséquence, les créances cédées ont été décomptabilisées dans la situation financière consolidée à ces deux dates.

ANALYSE DE LA VARIATION DES BESOINS EN FONDS DE ROULEMENT LIÉS À L'ACTIVITÉ

En millions d'euros	Ouverture	Variation liée à l'activité	Autres	Clôture
Clients et comptes rattachés (1)	160,8	(6,6)	(3,7)	150,5
Passifs de contrats (2) *	(23,3)	(3,1)	0,7	(25,7)
BFR – Clients (1+2)	137,5	(9,7)	(3,0)	124,8
Fournisseurs et comptes rattachés (3)	(32,7)	3,4	1,0	(28,3)
Créances fournisseurs (4)	1,2	1,5	(0,1)	2,6
Charges constatées d'avance (4)	5,7	(0,5)	(0,2)	5,0
BFR – Fournisseurs (3+4)	(25,8)	4,4	0,7	(20,7)
Dettes sociales et fiscales (5)	(95,4)	(26,5)	1,1	(120,8)
Autres dettes courantes (5)	(5,4)	(10,1)	0,6	(14,9)
Créances sociales et fiscales (6)	19,4	(5,2)	0,4	14,6
Autres créances courantes (6)	3,7	0,2	(2,7)	1,2
BFR – Autres (5+6)	(77,7)	(41,6)	(0,6)	(119,9)
Total	34,0	(46,9)	(2,9)	(15,8)

* Un passif de contrat est représentatif de montants facturés et/ou d'encaissements enregistrés au titre d'un contrat et correspondants à des obligations de performance restant à honorer.

Le Groupe a cédé en juin 2020 des créances de crédit impôt recherche détenues sur l'Etat français d'un montant total de 8,9 millions d'euros. Cette cession répond aux critères de déconsolidation des créances selon la norme IFRS 9 – Instruments financiers et impacte la variation liée à l'activité des créances sociales et fiscales.

Comme indiqué dans la note – Faits marquants de l'exercice, le Groupe a bénéficié de reports de paiement d'échéances de dettes sociales et fiscales pour un montant total au 31 décembre 2020 de 26,7 millions d'euros, remboursables en 2021. Ces reports de paiement expliquent la variation des dettes sociales et fiscales figurant dans le tableau ci-dessus.

Les variations regroupées dans la colonne « autres » incluent notamment les variations de périmètre et les impacts de change.

Les créances fournisseurs, charges constatées d'avance et autres créances courantes constituent les autres créances figurant à l'actif de la situation financière consolidée. Les dettes clients, produits constatés d'avance et autres dettes courantes constituent les autres passifs courants figurant au passif de la situation financière consolidée.

ANTÉRIORITÉ DES CRÉANCES CLIENTS

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles.

Le tableau ci-dessous synthétise les retards sur l'intégralité du poste « Clients et comptes rattachés » ainsi que les provisions constituées pour faire face aux litiges et défaillances des clients facturés :

En millions d'euros	Brut Perte de valeur			Brut Perte de valeur		
	2020	%	2020	2019	%	2019
Non échues	133,7	85,8 %	-	135,4	81,4 %	-
Échues depuis 30 jours au plus	7,8	5,0 %	-	11,8	7,1 %	-
Échues depuis 31 jours et jusqu'à 60 jours	3,9	2,5 %	-	3,0	1,8 %	-
Échues depuis 61 jours et jusqu'à 180 jours	2,9	1,9 %	-	7,9	4,8 %	0,1
Échues depuis plus de 181 jours	7,5	4,8 %	5,3	8,1	4,9 %	5,3
Total	155,8	100,0 %	5,3	166,2	100,0 %	5,4

5.2 Participations dans des entreprises associées

Les participations dans les entreprises associées ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2020	2019
Début d'exercice	1,0	0,7
Dividendes	(0,8)	(0,7)
Effets des variations de périmètre	0,3	-
Quote-part du résultat	1,0	0,9
Autres variations	(0,1)	0,1
Fin d'exercice	1,4	1,0

INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Nom	Pays	Pourcentage d'intérêts	Pourcentage de droit de vote	Valeur comptable (en millions d'euros)	
				2020	2019
Engage	France	25	25	0,2	0,2
Alphatest	France	49,84	49,84	0,5	0,5
Momentum	France	33,33	33,33	-	-
N3A	France	50	50	0,3	0,1
UzAssystem	Ouzbékistan	49	49	0,4	0,2
MPH Yémen Limited	Yémen	50	50	-	-

Compte tenu de l'environnement géopolitique au Yémen, le Groupe maintient la dépréciation de l'intégralité de sa participation au 31 décembre 2020.

En millions d'euros	2020	2019
Chiffre d'affaires	88,1	75,6
Résultat net	2,5	2,3
Total résultat global	2,5	2,3
Actifs non courants	0,5	0,2
Actifs courants	52,8	38,0
Passifs non courants	(2,1)	(2,1)
Passifs courants	(47,6)	(33,5)
Actif net	3,6	2,6

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Le Groupe a défini quatre catégories de parties liées :

- les co-entreprises (hors Expleo Group dont les informations sont mentionnées dans la note 6.4 – Titres et obligations convertibles Expleo Group) ;
- les membres du conseil d'administration d'Assystem S.A. et les mandataires sociaux d'Assystem S.A. (note 5.3.4 – Parties liées) ;
- la société HDL Development qui détient 74,74 % des droits de vote effectifs et fournit au Groupe des prestations en matière de management (note 5.3.4 – Parties liées) ;
- l'actionnaire minoritaire d'Assystem Radicon.

Les transactions avec les co-entreprises (hors Expleo Group) ont été les suivantes au cours de l'exercice :

En millions d'euros	2020	2019
Données relatives au compte de résultat consolidé		
Chiffre d'affaires	22,5	16,9
Autres produits et charges d'exploitation	2,6	3,5
Données relatives à l'état de la situation financière consolidée		
Créances clients et autres actifs courants	11,0	2,9
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	3,5	2,6
Prêts	0,2	0,2

La SNC Engage a émis des cautions pour un montant total de 15,9 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 25 % (sa participation au capital d'Engage), soit 3,9 millions d'euros.

La SNC Momentum a émis des cautions pour un montant total de 5,3 millions d'euros, contre-garanties par ses actionnaires au prorata

de leur participation. Le groupe Assystem est en conséquence engagé à hauteur de 33,33 % (sa participation au capital de Momentum), soit 1,8 million d'euros.

Le Groupe enregistre un passif financier vis-à-vis de l'actionnaire minoritaire d'Assystem Radicon respectivement à hauteur de 2,8 millions d'euros au 31 décembre 2020 et de 3,7 millions d'euros au 31 décembre 2019.

5.3 Charges de personnel et avantages du personnel

5.3.1 DÉTAIL DES CHARGES DE PERSONNEL AU COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros	2020	2019
Salaires et traitements	(268,1)	(274,5)
Autres charges de personnel	(80,5)	(76,7)
Total	(348,6)	(351,2)

5.3.2 AVANTAGES DU PERSONNEL

Le Groupe comptabilise des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies en matière d'engagement de retraite, en accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel le Groupe est implanté.

Régimes à cotisations définies

Ce sont les régimes en vertu desquels une entité verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et où son obligation se limite au montant versé à ladite entité. L'entité n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations complémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondants aux services rendus par le personnel au titre des exercices antérieurs à la cessation de son emploi.

Le risque actuariel (risque que les prestations soient plus importantes que prévu) et le risque de placement (risque que les actifs investis ne soient pas suffisants pour faire face aux prestations prévues) n'incombent pas à l'entité employeur.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies

Tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies sont des régimes à prestations définies.

Dans ce cas, l'entité a l'obligation de payer les prestations convenues (niveau de prestations donné) aux membres du personnel en activité et aux anciens membres du personnel. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- L'entité verse des cotisations à une entité distincte, mais doit payer des cotisations supplémentaires (ou payer des prestations non couvertes) si l'entité n'a pas suffisamment d'actifs pour honorer les avantages correspondants aux services rendus par le personnel ;
- L'entité assume elle-même le versement des prestations et couvre les avantages à servir par des actifs propres.

En conclusion, l'entité supporte le risque actuariel et le risque de placement.

Le Groupe dans ce cadre comptabilise ses engagements de retraite selon la méthode des unités de crédits projetés telle que requise par la norme IAS 19 – Avantages du personnel. Cette évaluation intègre des hypothèses de taux de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs.

La dette reconnue au bilan à chaque date de clôture est la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies : la valeur actuelle désigne la valeur actualisée des paiements futurs attendus pour éteindre l'obligation résultant des services rendus au cours de l'exercice et des exercices antérieurs moins la juste valeur des actifs de couverture.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Ils sont principalement constitués des engagements d'indemnités de départs en retraite dus au titre de la convention Syntec en France. L'acquisition des droits en fonction de l'ancienneté donne droit à une indemnité de fin de carrière.

ENGAGEMENT NET RECONNU AU BILAN

En millions d'euros	2020	2019
Valeur actuelle des obligations financées ou partiellement financées en matière de retraite	19,6	18,4
Juste valeur des actifs	-	-
Provision inscrite au bilan	19,6	18,4

VALEUR ACTUELLE DE L'ENGAGEMENT DE RETRAITE

En millions d'euros	2020	2019
Montant du passif net de début d'exercice	18,4	14,7
Coût des services rendus au cours de la période	1,8	1,8
Coût financier	0,1	0,1
Réévaluation du passif net comptabilisée par capitaux propres	0,3	1,8
Écarts de conversion	(0,3)	0,1
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	-	0,4
Prestations payées	(0,7)	(0,5)
Montant du passif net de fin d'exercice	19,6	18,4

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé au poste amortissements et provisions opérationnelles courantes et le coût financier en autres produits et charges financiers.

Les écarts actuariels comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sont principalement constitués des effets liés à l'évolution du taux d'actualisation. Le taux d'actualisation retenu sur l'exercice 2020 est de 0,7 % contre 1 % en 2019 pour la France (taux Bloomberg pris comme référence).

HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

En pourcentage	2020	2019
France		
Taux d'actualisation	0,7 %	1,0 %
Taux d'augmentation des salaires	1,8 %	1,8 %

RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉFINIES

En millions d'euros	2020	2019
Montant comptabilisé en charges au titre des régimes de retraite à cotisations définies	(14,1)	(12,8)

ANALYSE DE SENSIBILITÉ

Le passif comptabilisé au titre des indemnités de retraite (convention Syntec) est calculé en fonction d'hypothèses actuarielles : table de mortalité, rotation du personnel, niveau futur des salaires, taux d'actualisation. Les variations de ces hypothèses peuvent affecter plus ou moins fortement le passif.

Le Groupe a choisi de présenter une analyse de sensibilité pour la zone France sur le taux d'actualisation, hypothèse affectant les capitaux propres (nets d'impôt) en cas de modification du taux :

	Moins 0,5 %	Plus 0,5 %
Impact sur les capitaux propres (en millions d'euros)	(0,8)	0,8
Impact sur les capitaux propres (en %)	- 0,2 %	0,2 %
Impact sur le passif net (en %)	5,4 %	- 5,4 %

5.3.3 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Conformément à la norme IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions, le Groupe comptabilise les transactions rémunérées par paiement en actions avec ses salariés sous forme d'une charge compensatoire.

La comptabilisation se fait à la juste valeur des avantages accordés aux salariés dans le cadre de plans d'attributions d'actions gratuites et de performance.

Elle se matérialise par l'enregistrement d'une charge linéarisée sur la période d'acquisition des droits (vesting period).

Ce retraitement réduit le résultat net consolidé par la constatation d'une charge opérationnelle non liée à l'activité, mais est sans effet sur le total des capitaux propres du Groupe.

ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES AVEC OU SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	Plan 2016	Plans 2017	Plans 2018	Plans 2019	Plans 2020
	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites	Nombre d'actions gratuites
En circulation au 1^{er} janvier 2019	136 880	69 750	49 750	-	-
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	54 675	-
Actions non attribuées pour non atteinte du niveau de performance	-	-	-	-	-
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	(590)	(2 750)	(3 250)	(750)	-
Actions livrées pendant la période	-	(1 000)	-	-	-
Actions annulées pendant la période	-	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre 2019	136 290	66 000	46 500	53 925	-
Actions attribuées pendant la période	-	-	-	-	83 750
Actions non attribuées pour non atteinte du niveau de performance	-	-	-	-	-
Actions auxquelles il est renoncé pendant la période	(590)	(250)	(2 000)	(4 000)	(1 250)
Actions livrées pendant la période	(135 700)	(65 750)	(6 000)	-	-
Actions de performance expirées pendant la période	-	-	-	-	-
Actions annulées pendant la période	-	-	-	-	-
En circulation au 31 décembre 2020	-	-	38 500	49 925	82 500
Année d'acquisition	2020	2020	2020/2021	2022	2023/2025

* L'année d'acquisition varie selon les pays des bénéficiaires des plans.

JUSTE VALEUR DES ACTIONS GRATUITES ATTRIBUÉES AVEC OU SANS CONDITION DE PERFORMANCE

	2020	2019
Juste valeur moyenne pondérée des actions gratuites attribuées sur l'exercice (en euros pour une unité)	22,15	39,94

La charge comptabilisée au titre de la norme IFRS 2 sur l'exercice 2020 est de 1,3 million d'euros (1,0 million d'euros au titre de l'exercice 2019) avec pour contrepartie une augmentation des capitaux propres du même montant.

5.3.4 INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AU TITRE DES PARTIES LIÉES

Les rémunérations et avantages octroyés aux membres du conseil d'administration dans le cadre de leurs mandats sociaux et autres mandataires sociaux sont les suivants :

En millions d'euros	2020	2019
Salaires et autres avantages à court terme *	(0,6)	(1,2)
Jetons de présence	(0,3)	(0,2)
Paiements en actions	-	-
Total	(0,9)	(1,4)

* Correspondent aux rémunérations directes (charges comprises) et indirectes enregistrées en charge de l'exercice et relatives aux mandataires sociaux. Les montants indiqués ci-dessus intègrent des prestations facturées par la société HDL Development à la Société pour un montant de 0,2 million d'euros.

5.4 Autres charges et produits d'exploitation

En millions d'euros	2020	2019
Sous-traitance opérationnelle et achats sur affaires	(41,6)	(52,0)
Coût des locaux	(3,1)	(4,2)
Autres	(37,2)	(41,5)
Total	(81,9)	(97,7)

La catégorie « Autres » est principalement constituée des coûts informatiques, des commissions et honoraires et des frais de publicité et relations publiques.

5.5 Amortissements et provisions opérationnels courants, nets

En millions d'euros	2020	2019
Dotations aux amortissements	(4,8)	(3,7)
Dotation aux amortissements de droits d'utilisation au titre de contrats de location	(10,0)	(8,8)
Variation nette des provisions	(1,5)	(0,7)
Total	(16,3)	(13,2)

5.6 Produits et charges opérationnels non liés à l'activité

Les produits et charges opérationnels non liés à l'activité sont constitués :

- des charges liées aux actions gratuites et de performance, aux stock-options ;
- des coûts d'acquisition ou de cession (honoraires externes liés aux opérations de croissance externe ou de cessions) ;

- des plus ou moins-values de cession d'activités hors celles relevant de la norme IFRS 5 ;
- des produits et charges liés à des événements inhabituels, anormaux et peu fréquents, constitués principalement des coûts de restructuration, des pertes de valeur des actifs (y compris les goodwill), et d'autres produits et charges d'une matérialité significative.

En millions d'euros	2020	2019
Charge liée aux tests de perte de valeur des goodwill	-	(6,1)
Provision liée à des mesures de restructuration de l'activité énergie conventionnelle	(3,7)	-
Plus-value de cession Eurosyn	2,0	-
Frais liés aux acquisitions des sociétés et autres produits et charges non liés à l'activité	-	(0,8)
Total	(1,7)	(6,9)

NOTE 6**INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIFS NON COURANTS****6.1 Immobilisations incorporelles**

Conformément aux critères de la norme IAS 38 – Immobilisations incorporelles, seuls les éléments dont le coût peut être estimé de façon fiable et pour lesquels il est probable que des avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations incorporelles.

Elles sont essentiellement composées de logiciels (immobilisations à durée de vie finie) qui sont amortis sur la durée d'utilité comprise en fonction de la typologie des logiciels entre 3 à 5 ans de façon linéaire :

- logiciels de gestion : 5 ans ;
- logiciels de production : 3 à 5 ans ;
- logiciels de bureautique : 1 à 3 ans.

Par exception au principe décrit ci-dessus pour les logiciels de gestion, le Groupe amortit linéairement sur une période de 12 ans et à compter du 1^{er} mars 2020 les immobilisations incorporelles relatives à son nouvel ERP, qui constituent un investissement à long terme.

En ce qui concerne les immobilisations générées en interne, le Groupe immobilise les frais de développement dès lors qu'ils remplissent l'ensemble des conditions définies par la norme IAS 38.

Les coûts devant être activés sont ceux qui sont encourus à partir de la date à laquelle le Groupe peut démontrer tout ce qui suit :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou en vente ;
- son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- sa capacité à utiliser ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation générera des avantages économiques futurs probables ;
- la disponibilité actuelle ou future des ressources nécessaires pour réaliser le projet ;
- sa capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif.

Toutes les dépenses pouvant être directement attribuées ou affectées sur une base raisonnable, cohérente et permanente, à la création, la production et la préparation de l'actif en vue de l'utilisation envisagée sont immobilisées. En sont exclus les coûts de vente, coûts administratifs et frais généraux indirects. Elles sont amorties sur la durée d'utilité. Les immobilisations incorporelles sont évaluées selon la méthode du coût amorti (coût historique à la date de comptabilisation initiale majoré des dépenses ultérieures amortissables et diminuées des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées).

En millions d'euros	2020	2019
Début d'exercice	12,2	4,7
Acquisitions	5,3	8,4
Amortissements	(1,8)	(0,9)
Effets de change	(0,1)	-
Fin d'exercice	15,6	12,2
Valeur brute de fin d'exercice	24,4	19,4
Cumul des amortissements et des pertes de valeur à la fin de l'exercice	(8,8)	(7,2)

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées des logiciels exploités par le Groupe.

Le Groupe a poursuivi le développement de son nouvel ERP pour le pilotage financier de ses activités. Les montants immobilisés à ce titre au titre de l'exercice 2020 se montent à 2,6 millions d'euros (6,5 millions d'euros au titre de l'exercice 2019).

6.2 Immobilisations corporelles

Conformément aux critères d'IAS 16, sont enregistrés en immobilisations corporelles les biens détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être utilisés à des fins administratives. Ces biens sont comptabilisés à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité dans les conditions suivantes :

- installations et agencements divers : 3 à 10 ans ;
- matériel de transport : 3 à 5 ans ;
- matériel de bureau et informatique : 3 à 5 ans ;
- mobilier : 10 ans.

Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur constatées. Le mode d'amortissement utilisé par le Groupe est le mode linéaire.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur de l'immobilisation ou comptabilisés séparément s'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables à cet actif iront au Groupe et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant sont comptabilisés en charges.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

En millions d'euros	Terrains, constructions et agencements	Matériel informatique	Autres	Total
Valeur brute au 1^{er} janvier 2019	11,1	9,2	5,1	25,4
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 1 ^{er} janvier 2019	(7,5)	(7,3)	(2,9)	(17,7)
Valeur nette au 1^{er} janvier 2019	3,6	1,9	2,1	7,6
Acquisitions	0,3	2,4	3,4	6,1
Entrées de périmètre	-	-	0,1	0,1
Amortissements	(1,0)	(1,2)	(0,9)	(3,1)
Cessions et mises au rebut	-	-	(0,2)	(0,2)
Autres variations	(1,3)	(0,1)	1,4	-
Valeur brute au 31 décembre 2019	9,1	11,2	11,9	32,2
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2019	(7,5)	(8,2)	(6,0)	(21,7)
Valeur nette au 31 décembre 2019	1,6	3,0	5,9	10,5
Acquisitions	2,9	1,3	0,9	5,1
Diminutions liées aux cessions de filiales	(0,2)	-	(0,1)	(0,3)
Amortissements	(0,6)	(1,4)	(1,0)	(3,0)
Cessions et mises au rebut	-	-	(0,1)	(0,1)
Effets de change	-	(0,2)	-	-
Valeur brute au 31 décembre 2020	11,1	11,8	12,7	35,6
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31 décembre 2020	(7,4)	(9,1)	(7,1)	(23,6)
Valeur nette au 31 décembre 2020	3,7	2,7	5,6	12,0

6.3 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont définis selon IAS 40, comme des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, ou pour valoriser le capital, ou les deux plutôt que pour les utiliser dans la production ou à des fins administratives.

Les immeubles de placement sont valorisés à leur juste valeur avec variation de juste valeur imputée au compte de résultat de la période.

L'immeuble comptabilisé au 31 décembre 2020 au poste « Immeubles de placement » est un bien détenu en pleine propriété situé à Equeurdreville. Il est évalué à la juste valeur. Une évaluation a été effectuée au cours de l'exercice 2020 par un expert indépendant n'ayant aucun lien juridique avec le Groupe. La méthode d'évaluation utilisée, conforme aux normes IFRS, fait référence à des transactions sur des biens similaires récemment opérées et s'inscrivant dans un même marché, ainsi qu'à une approche par la valeur de rendement. De plus, il y a lieu de considérer les grandes tendances du marché.

Au 31 décembre 2020, la valeur de l'immeuble de placement est de 1,3 million d'euros (1,4 million d'euros au 31 décembre 2019).

Il est, par ailleurs, précisé que l'économie du contrat de bail associé au bâtiment d'Equeurdreville n'a pas significativement évolué depuis la dernière évaluation.

6.4 Titres et obligations convertibles Expleo Group

La participation d'Assystem dans les instruments de fonds propres et quasi-fonds propres d'Expleo Group est comptabilisée dans l'état de la situation financière consolidée au poste « Titres et obligations convertibles Expleo Group ». Les obligations convertibles Expleo Group sont valorisées à la juste valeur par le résultat.

En millions d'euros	2020	2019
Début d'exercice	202,6	190,3
Quote-part du résultat	(45,2)	4,5
Mouvements comptabilisés par les capitaux propres	-	(0,5)
Produit des obligations convertibles	10,0	9,1
Autres éléments du résultat global	(3,0)	(0,8)
Fin d'exercice	164,4	202,6
Part titres mise en équivalence	43,0	91,2
Part obligations convertibles	121,4	111,4

* Prix d'acquisition des titres y compris frais d'acquisition.

INFORMATIONS CHIFFRÉES SUR EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2020	2019
Chiffre d'affaires	908,0	1 084,1
Résultat net	(118,6)	11,7
Autres éléments du résultat global	(7,7)	(2,3)
Total résultat global	(126,3)	9,4
Actifs non courants	1 054,8	1 100,6
Actifs courants	430,8	426,3
Passifs non courants	(971,7)	(886,2)
Passifs courants	(401,9)	(404,2)
Actif net	112,0	236,5

INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC EXPLEO GROUP

En millions d'euros	2020	2019
Données relatives au compte de résultat consolidé		
Chiffre d'affaires	0,1	2,9
Autres produits et charges d'exploitation	(0,6)	(2,1)
Produits financiers	10,0	9,1
Données relatives à l'état de la situation financière consolidée		
Créances clients et autres actifs courants	0,1	3,5
Dettes fournisseurs et autres passifs courants	0,3	2,0
Obligations convertibles Expleo Group	121,4	111,4

6.5 Actifs financiers non courants

Instruments de capitaux propres

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, les titres non consolidés sont enregistrés à leur juste valeur. Les résultats de juste valeur comme les résultats de cession sont enregistrés selon l'intention du management soit dans le compte de résultat « Autres produits et charges financiers » ou en capitaux propres dans la rubrique des « Autres éléments du résultat global » et ne sont pas recyclés en résultats.

Autres actifs financiers non courants

Les prêts et les créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont issus de la fourniture de services, de biens mais aussi de fonds monétaires à un débiteur sans intention de les négocier. Ils sont évalués au coût amorti suite à leur comptabilisation initiale. Ils sont dépréciés en fonction du modèle des pertes attendues en application d'IFRS 9.

En millions d'euros	2020	2019
Début d'exercice	143,8	129,1
Augmentations	0,9	2,1
Remboursements	(0,3)	(0,2)
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	-	0,1
Paiement du complément de prix Framatome	-	12,5
Diminutions liées aux cessions de filiales	(0,1)	-
Variation de juste valeur	0,3	0,4
Autres variations	-	(0,2)
Fin d'exercice	144,6	143,8

Les autres actifs financiers non courants sont principalement constitués de la participation dans la société Framatome. Cette dernière est évaluée à la juste valeur par le résultat.

Ils sont également constitués par les dépôts de garantie octroyés aux établissements avec lesquels le Groupe contracte ses engagements de location immobilière. Ces dépôts sont restitués au Groupe à la fin du bail. Le Groupe s'engageant généralement avec des acteurs de premier plan sur le marché de l'immobilier, le risque de crédit correspondant est très limité.

Sont également incluses dans cette rubrique les sommes versées sous forme de prêts remboursables dans le cadre du paiement pour l'effort à la construction (France uniquement). Ces prêts sont remboursables à l'issue d'une période de vingt ans par des organismes publics et font l'objet d'un calcul d'actualisation financière.

6.6 Réconciliation des acquisitions d'immobilisations du tableau de flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	2020	2019
Variation des prêts à caractère d'exploitation et dépôts de garantie	(0,5)	(1,9)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(5,4)	(8,4)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5,1)	(6,1)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	(1,0)	0,4
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(12,0)	(16,0)

Le flux de trésorerie lié à l'investissement du nouvel ERP se monte à 3,2 millions d'euros comptabilisé au tableau de flux de trésorerie dans la rubrique « Acquisitions d'immobilisations ».

En millions d'euros	2020	2019
Prix de cession des immobilisations	0,1	0,2
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0,1	0,2

NOTE 7

CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

7.1 Actions

En nombre d'actions	Actions ordinaires	
	2020	2019
Début d'exercice	15 668 216	15 668 216
Actions d'autocontrôle	(855 848)	(670 640)
Fin d'exercice	14 812 368	14 997 576
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	15 668 216	15 668 216
Valeur nominale de l'action (en euros)	1,00	1,00

Au 31 décembre 2020, les actions Assystem S.A. sont ventilées comme suit :

- nombre d'actions à droit de vote simple : 6 523 643 ;
- nombre d'actions à droit de vote double : 9 144 573.

Chacune des actions donne droit à dividende dans les mêmes conditions.

7.2 Actions propres

Conformément à IAS 32, les actions de la société tête de Groupe détenues par elle-même ou une de ses filiales sont comptabilisées en diminution des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Aucune variation de juste valeur de ces actions n'est comptabilisée. Les plus ou moins-values de cession nettes d'impôt des actions d'autocontrôle sont directement imputées en capitaux propres.

En nombre d'actions	Actions d'autocontrôle	
	2020	2019
Début d'exercice	670 640	667 336
Achats d'actions propres	453 266	71 413
Cessions d'actions propres	(60 608)	(67 109)
Actions propres livrées au bénéfice des salariés et mandataires sociaux *	(207 450)	(1 000)
Fin d'exercice	855 848	670 640
Valeur des actions propres dans les capitaux propres (en millions d'euros)	(21,1)	(15,8)

* Voir note 5.3.3 – Paiements fondés sur des actions.

7.3 Résultat par action

RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	2020	2019
Résultat net – part du Groupe	(22,0)	27,0
Résultat de base attribuable aux actionnaires du Groupe	(22,0)	27,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	15 000 142	15 004 957
Résultat de base par action (en euros)	(1,47)	1,80

RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires du Groupe ajusté des effets des instruments potentiellement dilutifs, nets de l'effet de l'impôt correspondant. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation. Les actions propres portées en diminution des capitaux propres ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action de base et dilués.

Au sein du Groupe, les instruments dilutifs correspondent aux actions gratuites et de performance.

Les instruments de dilution sont pris en compte si et seulement si leur effet de dilution diminue le bénéfice par action ou augmente la perte par action. Selon IAS 33, s'il est supérieur au résultat de base par action, le résultat dilué par action tel que calculé est considéré comme non représentatif et est ramené au résultat de base par action.

Le résultat dilué par action 2020 est le suivant :

	2020	2019
Résultat de base attribuable aux actionnaires du Groupe	(22,0)	27,0
Résultat utilisé dans le calcul du résultat dilué par action	(22,0)	27,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice	15 000 142	15 004 957
Nombre moyen pondéré d'instruments dilutifs en circulation au cours de l'exercice	-	-
• Actions gratuites et/ou de performance	170 925	303 715
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dans le calcul du résultat dilué par action	15 171 067	15 308 672
Résultat dilué par action (en euros)	(1,47)	1,76

7.4 Dividendes par action

	2021 *	2020	2019
Date de versement des dividendes sur les résultats de l'exercice précédent	Au plus tard le 15 juillet 2021	10/07/2020	19/06/2019
Date de la proposition de distribution sur les résultats de l'exercice précédent à l'Assemblée Générale	27/05/2021	26/06/2020	16/05/2019
Montant total de la distribution (en millions d'euros) sur les résultats de l'exercice précédent	NC	15,1	15,0
Dividende par action (en euros) sur les résultats de l'exercice précédent *	1,00	1,00	1,00

* Soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

NOTE 8

FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

8.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le montant figurant à l'actif du bilan dans le poste « trésorerie et équivalents de trésorerie » comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dans des actions cotées, les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

La trésorerie nette figurant dans le tableau des flux de trésorerie comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

En millions d'euros	2020	2019
Trésorerie	43,1	29,2
Équivalents de trésorerie	-	-
Total	43,1	29,2

Les comptes bancaires ne sont soumis à aucune restriction d'utilisation.

Le rapprochement entre les montants de trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie et le bilan est présenté dans le tableau ci-dessous :

En millions d'euros	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29,2	32,4
Découverts bancaires	(0,1)	(0,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	29,1	32,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43,1	29,2
Découverts bancaires	(0,2)	(0,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	42,9	29,1

8.2 Dettes financières

Les emprunts et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur nette des frais de transaction puis au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'une répartition entre courant et non courant : si les passifs doivent être réglés dans les douze mois après la clôture de l'exercice, ils sont classés en passif courant.

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES (COURANTS ET NON COURANTS)

En millions d'euros	Début d'exercice	Augmentations	Remboursements	Variations	Variations de périmètre	Écarts de conversion	Autres mouvements	Fin d'exercice
Emprunts auprès des établissements de crédit	76,7	-	(13,1)	-	-	-	0,2	63,8
Dettes financières diverses	3,8	-	(0,7)	-	-	(0,2)	(0,7)	2,2
Total non courant	80,5	-	(13,8)	-	-	(0,2)	(0,5)	66,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes financières diverses	0,3	-	(0,2)	0,1	-	-	0,7	0,9
Total courant	0,3	-	(0,2)	0,1	-	-	0,7	0,9
Emprunts auprès des établissements de crédit	76,7	-	(13,1)	-	-	-	0,2	63,8
Dettes financières diverses	4,1	-	(0,9)	0,1	-	(0,2)	-	3,1
Total	80,8	-	(14,0)	0,1	-	(0,2)	0,2	66,9

L'endettement du Groupe est principalement constitué d'un crédit d'investissement de 60,0 millions d'euros remboursable in fine ainsi que d'un crédit renouvelable de 120 millions d'euros tiré à hauteur de 4,0 millions à la clôture de l'exercice. L'échéance de remboursement finale des deux crédits est le 28 septembre 2024.

Au cours de l'exercice le Groupe a remboursé partiellement son crédit renouvelable pour 13,0 millions d'euros, passant d'un tirage de 17,0 millions d'euros au 31 décembre 2019 à 4,0 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Les frais de montage des crédits non amortis à la clôture de l'exercice se montent à 0,3 million d'euros et sont comptabilisés en réduction des emprunts auprès des établissements de crédit non courants.

Le crédit renouvelable et le crédit d'investissement sont soumis au respect d'un covenant financier. Le non-respect de ce covenant déclencherait une obligation de remboursement anticipé imposant la comptabilisation de l'intégralité des montants non payés en « Emprunts et dettes financières courants » au 31 décembre 2020. Le covenant impose le respect, sur la base des comptes consolidés et à chaque clôture semestrielle ou annuelle, d'un plafond au ratio dettes financières nettes/EBITDA réalisé sur les 12 derniers mois (proforma des corrections relatives aux acquisitions et cessions), de respectivement 3,95 chaque 30 juin et 3,75 chaque 31 décembre.

Au 31 décembre 2020, le ratio mesuré ne dépasse pas le plafond contractuel.

8.3 Instruments dérivés financiers

Les dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de mise en place et sont ensuite réévalués. La méthode de reconnaissance des profits et pertes de juste valeur dépend de la désignation du dérivé en tant qu'instrument de couverture et le cas échéant de la nature de l'élément couvert.

Le Groupe documente au moment de la transaction la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture. Le Groupe documente également ses estimations, à la date de mise en place et de manière prospective afin de statuer sur le caractère efficace de la couverture pour parvenir à compenser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie attribuable au risque couvert.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou passif ou à un engagement d'acquiescer ou de vendre un actif à un prix déterminé, qui est attribuable à un risque particulier et qui affectera le résultat présenté. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE (CASH-FLOW HEDGE)

Elle est destinée à la couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction prévue et qui affectera le résultat.

Le Groupe applique la comptabilisation de couverture de flux de trésorerie lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- tenir une documentation interne sur la couverture mise en place ;
- la couverture est hautement efficace ;
- la transaction prévue qui fait l'objet de la couverture est hautement probable et comporte une exposition aux variations de flux de trésorerie qui pourrait in fine affecter le résultat.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en autres éléments du résultat global pour la partie dite « efficace » et la partie non efficace est imputée dans le compte de résultat de la période. Si l'instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé, le profit ou la perte initialement comptabilisée en autres éléments du résultat global doit être maintenu séparément en autres éléments du résultat global tant que la transaction prévue ne s'est pas produite. Si l'on ne s'attend plus à ce que l'engagement ou la transaction se produise, tout résultat net comptabilisé directement en autres éléments du résultat global est transféré au compte de résultat.

DÉRIVÉS DE CHANGE

Le Groupe a poursuivi sa politique de couverture du risque de change (voir note 2.2.3 – Risques financiers du présent document d'enregistrement universel) par la mise en place de nouvelles couvertures constituées de ventes et achats à terme de devises et de swaps de trésorerie.

Les instruments dérivés de change comptabilisés au 31 décembre 2019 et 2020 représentent un montant non significatif.

8.4 Informations sur l'endettement net

La trésorerie et l'endettement financier sont constitués à l'actif des postes « trésorerie et équivalents de trésorerie » et des dérivés actifs courants et non courants (inclus dans le poste « autres actifs financiers ») et au passif des postes « Emprunts et dettes financières » et « Juste valeur des instruments financiers dérivés ».

L'endettement financier net correspond à l'endettement financier brut (emprunts obligataires, autres passifs financiers et instruments financiers dérivés courants et non courants) diminué de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés actifs courants et non courants. Il se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2020	Échéancier					
		2021	2022	2023	2024	2025	+ 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit *	64,1	-	0,1	-	64,0	-	-
Dettes financières diverses	3,1	0,9	0,4	0,6	0,7	0,5	-
Total endettement brut	67,2	0,9	0,5	0,6	64,7	0,5	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43,1						
Trésorerie, équivalents de trésorerie et dérivés actifs	43,1						
Total endettement net	24,1						

* Les frais de crédit non amortis au 31 décembre 2020 (0,3 million d'euros) ne sont pas valorisés dans l'échéancier des emprunts auprès des établissements de crédit

Compte tenu de la trésorerie disponible de 43,1 millions d'euros à la clôture de l'exercice et de la possibilité ouverte à la Société de procéder à des tirages complémentaires à celui existant au 31 décembre 2020 sur sa ligne de crédit renouvelable à hauteur de 116,0 millions d'euros, le Groupe dispose des moyens financiers lui permettant de faire face

à ses engagements sur les douze prochains mois et ainsi d'assurer sa continuité d'exploitation.

L'endettement net converti au cours de clôture et réparti par devise se décompose comme suit :

En millions d'euros	Solde au 31 décembre 2020				
		Euro	Livre Sterling	Dollar US	Autres devises
Total endettement net	24,1	33,9	(3,8)	(3,4)	(2,6)

8.5 Produits et charges financiers

Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement

Les produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement sont constitués de l'ensemble des résultats produits par des éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

Les variations de juste valeur des actifs et passifs financiers inclus dans les postes cités ci-dessus sont exclues du coût de l'endettement financier net, et classées dans les autres produits et charges financiers nets.

En millions d'euros	2020	2019
Lignes moyen et long terme	(0,9)	(1,1)
Intérêts sur dettes financières	(0,9)	(1,1)
Impact de change	(0,4)	0,7
Autres produits et charges financiers liés à l'endettement net	(1,4)	(1,4)
Produits et charges financiers sur trésorerie et endettement	(2,7)	(1,8)

Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers sont ceux qui ne sont pas de nature opérationnelle (produits financiers provenant de l'activité principale de l'entreprise, d'une filiale ou branche d'activité et les produits financiers connexes à une activité commerciale) et qui ne ressortent pas du coût de l'endettement financier net.

Ils sont principalement constitués des dividendes des sociétés non consolidées, des dépréciations des actifs disponibles à la vente, des résultats de cession des actifs disponibles à la vente, des dépréciations et pertes sur cession d'autres actifs financiers courant et non courant, des effets de l'actualisation des provisions, des variations de juste valeur des actifs et passifs financiers, d'autres produits et charges financiers divers.

En millions d'euros	2020	2019
Charges financières relatives aux dettes locatives au titre de droits d'utilisation	(1,1)	(0,8)
Effets de l'actualisation	0,2	(0,1)
Coût amorti des passifs financiers	(0,2)	(0,2)
Dividendes Framatome	3,1	2,4
Profit net (perte nette) découlant des actifs et passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par résultat	(0,8)	(0,4)
Autres	(0,4)	(0,4)
Total autres produits et charges financiers	0,8	0,5

Au 31 décembre 2019, le Groupe avait comptabilisé l'option de vente consentie aux actionnaires minoritaires de la société Assystem Envy (Turquie) pour un montant de 4,4 millions d'euros en dettes sur acquisitions de titres et une dette sur dividendes à payer aux actionnaires bénéficiant de l'option de vente de 0,9 million d'euros, réduite au cours du premier semestre à 0,5 million d'euros. Suite au règlement de l'option de vente au cours du premier semestre 2020 (voir note 2 – Faits marquants), la différence entre le prix payé et l'annulation des passifs mentionnés ci-dessus a généré une charge nette de 0,8 million d'euros comptabilisée dans la rubrique « Perte nette découlant de passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par résultat ».

8.6 Gestion du risque financier

La politique de gestion des risques est décrite en détail dans la note 2.2.3 – Risques financiers du document d'enregistrement universel émis par la Société au titre de l'exercice 2020 et n'a pas été modifiée depuis.

Le Groupe présente dans la présente note des éléments chiffrés relatifs à la gestion des risques.

EXPOSITION AU RISQUE DE CONVERSION EN EUROS DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES LIBELLÉS EN DEVISES LOCALES

Le Groupe est exposé au risque de conversion en euros des états financiers des filiales étrangères libellés en devises locales, principalement sur les parités euro/livre turque, euro/riyal saoudien et euro/livre sterling.

La situation nette des filiales opérant dans les pays correspondants est présentée dans le tableau ci-dessous :

En millions de devises locales	TRY	SAR	GBP
Actif non courant	77,9	108,0	6,9
Actif courant	44,4	100,4	13,1
Total Actif	122,3	208,4	20,0
Passif non courant	0,2	26,9	0,1
Passif courant	22,5	81,3	6,3
Total Passif	22,7	108,2	6,4
Situation nette de clôture en devise locale	99,6	100,2	13,6
Situation nette de clôture convertie en euro	11,0	22,0	15,1

Ces devises ont évolué comme suit en 2020 :

	2020	2019	Var en %
Pour 1 TRY = x EUR	0,11	0,15	- 27 %
Pour 1 SAR = x EUR	0,22	0,24	- 8 %
Pour 1 GBP = x EUR	1,11	1,18	- 6 %

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux auquel le Groupe est exposé provient de sa dette conclue le 28 septembre 2017 et amendée deux fois depuis cette date, composée d'un crédit renouvelable de 120,0 millions d'euros à échéance septembre 2024, utilisé au 31 décembre 2020 à hauteur de 4,0 millions d'euros et un crédit d'investissement de 60,0 millions d'euros à échéance septembre 2024. Les deux crédits sont indexés sur l'Euribor de la période considérée soit un et/ou trois mois. Tant que l'indice est négatif, il est réputé égal à zéro. Le Groupe a mis en place une couverture de taux pour un montant nominal de 60,0 millions

d'euros égal au montant du crédit d'investissement. Cette couverture, au titre de laquelle Assystem reçoit l'Euribor 3 mois avec un floor à zéro et paye un taux fixe annuel de 0,05 %, court du 30 juin 2020 au 30 juin 2023.

ÉCHÉANCES CONTRACTUELLES RÉSIDUELLES

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit (paiements d'intérêts inclus). Les flux futurs présentés ci-dessous, à la fois les coupons et les remboursements, ne sont pas actualisés.

En millions d'euros	Valeur comptable 2020	Flux de trésorerie contractuels	- 1 an	De 1 an à 5 ans	+ 5 ans
Dettes financières	66,9	69,5	1,5	68,0	-
Dette locative au titre de droits d'utilisation	38,7	42,1	8,6	21,4	12,1
Fournisseurs	28,3	28,3	28,3	-	-
Autres passifs courants *	15,0	15,0	15,0	-	-
Total des obligations contractuelles	148,9	154,9	53,4	89,4	12,1

* Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

NOTE 9

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise des provisions dans le cas où l'entreprise a une obligation actuelle, contractuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources non représentatives d'avantages économiques et lorsque cette obligation peut être estimée de façon fiable conformément à la norme IAS 37.

Si l'effet est significatif, les provisions sont actualisées par l'utilisation d'un taux prenant en compte des risques spécifiques à la transaction et à la maturité de la provision. L'effet de l'actualisation est comptabilisé en résultat financier.

En millions d'euros	Début d'exercice	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	Fin d'exercice
Risques sociaux et fiscaux	17,2	0,3	(0,1)	-	-	17,4
Total non courant	17,2	0,3	(0,1)	-	-	17,4
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,4	0,1	(0,1)	(0,1)	-	0,3
Restructurations	0,1	3,6	(0,1)	-	-	3,6
Risques sociaux et fiscaux	1,5	0,7	(0,5)	(0,1)	0,2	1,8
Autres	1,0	0,6	(0,1)	(0,3)	-	1,2
Total courant	3,0	5,0	(0,8)	(0,5)	0,2	6,9
Garantie sur projets au forfait et pertes à terminaison	0,4	0,1	(0,1)	(0,1)	-	0,3
Restructurations	0,1	3,6	(0,1)	-	-	3,6
Risques sociaux et fiscaux	18,7	1,0	(0,6)	(0,1)	0,2	19,2
Autres	1,0	0,6	(0,1)	(0,3)	-	1,2
Total	20,2	5,3	(0,9)	(0,5)	0,2	24,3

La Société a fait l'objet d'une notification de redressement fiscal fin 2014 à hauteur de 13,5 millions d'euros portant sur des montants de crédit impôt recherche (« CIR ») enregistrés au titre des exercices 2010, 2011 et 2012 par son ancienne filiale Assystem France, membre de son groupe d'intégration fiscale pour lesdits exercices.

Assystem France a transféré ce risque à la Société en fin d'année 2016 moyennant paiement d'une indemnité d'un montant de 7,3 millions d'euros, la Société provisionnant en contrepartie ce même montant.

Compte tenu de l'émission fin 2017 par l'administration fiscale d'avis de mise en recouvrement, le risque correspondant a fait l'objet d'une provision complémentaire durant l'exercice 2017 dans les comptes

de la Société. Il est depuis intégralement provisionné, en principal et intérêts de retard potentiels.

Au 31 décembre 2020, la provision s'élève à 16,8 millions d'euros.

La Société a contesté en totalité la validité de ce redressement par voie de réclamation contentieuse puis, au cours de l'exercice 2020, auprès du tribunal administratif compétent.

Pour mémoire, au cours de l'exercice 2019, une procédure de vérification de la comptabilité de la Société avait été menée par la direction des vérifications nationales et internationales pour les exercices 2016 et 2017. Cette procédure s'était conclue sans rectification.

NOTE 10

DETTES SUR ACQUISITIONS DE TITRES ET AUTRES PASSIFS (COURANTS OU NON COURANTS)

Le Groupe peut prendre auprès d'actionnaires minoritaires de certaines de ses filiales des engagements de rachat de leurs participations, matérialisés sous forme d'options de vente qui leur sont consenties. Le prix d'exercice de ces opérations peut être fixe ou établi selon une formule de calcul prédéfinie.

Le Groupe enregistre donc un passif financier au titre des options de vente consenties aux actionnaires minoritaires des entités concernées. Le passif est comptabilisé initialement pour la valeur actuelle du prix d'exercice, puis lors des arrêts ultérieurs, sur la base de la juste valeur des actions potentiellement achetées si le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur. La variation ultérieure de juste valeur de l'engagement est comptabilisée en résultat financier.

Par ailleurs, il enregistre au passif non courant des montants actualisés relatifs aux engagements de paiements de dividendes aux actionnaires tiers.

Le Groupe a procédé au cours du premier semestre au paiement de l'option de vente consentie aux actionnaires minoritaires de la société turque Assystem Envy pour un montant de 5,7 millions d'euros. Les informations relatives à cet événement sont disponibles dans la note 2 – Faits marquants.

NOTE 11

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

11.1 Classification comptable des actifs et passifs financiers

ACTIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2020				2019
	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Évalués par le résultat	Coût amorti	Valeur au bilan
Immeubles de placement	1,3	-	1,3	-	1,4
Obligations convertibles Expleo Group	121,4	121,4	-	-	111,4
Autres actifs financiers	144,6	136,7	-	7,9	143,8
Clients et comptes rattachés	150,5	-	-	150,5	160,8
Autres créances *	3,8	-	-	3,8	4,9
Autres actifs courants	0,3	-	-	0,3	0,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43,1	-	-	43,1	29,2
Total	465,0	258,1	1,3	205,6	452,0

* Hors créances sociales et fiscales et charges constatées d'avance.

PASSIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des passifs financiers du Groupe sur les deux derniers exercices :

En millions d'euros	2020				2019
	Valeur au bilan	Désignés comme étant à la juste valeur par le résultat	Évalués par le résultat	Coût amorti	Valeur au bilan
Emprunts et dettes financières courants et non courants	66,9	-	-	66,9	80,8
Dettes locative au titre de droits d'utilisation	38,7	-	-	38,7	34,8
Dettes sur acquisitions de titres courantes et non courantes	-	-	-	-	4,4
Autres passifs non courants	-	-	-	-	0,8
Fournisseurs et comptes rattachés	28,3	-	-	28,3	32,7
Dettes sur immobilisations	0,1	-	-	0,1	1,2
Autres passifs courants *	14,2	-	0,3	13,9	5,7
Total	148,2	-	0,3	147,9	160,4

* Hors dettes sociales et fiscales et passifs de contrats.

11.2 Hiérarchie de juste valeur

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers et s'appuie sur cette classification, en conformité avec les normes comptables internationales, pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan :

- catégorie niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;

- catégorie niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transaction observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture), ou qui ne le sont que partiellement.

La hiérarchie de juste valeur par classe d'instruments financiers s'établit comme suit au 31 décembre 2020 :

En millions d'euros	2020			
	Catégorie niveau 1 Prix de marché	Catégorie niveau 2 Modèles avec paramètres observables	Catégorie niveau 3 Modèles avec paramètres non observables	Total
Immeubles de placement	-	-	1,3	1,3
Obligations convertibles Expleo Group	-	-	121,4	121,4
Participation dans Framatome	-	-	136,7	136,7
Dérivés	-	0,1	-	0,1
Total	-	-	259,4	259,5
Dettes sur acquisitions de titres courantes et non courantes	-	-	-	-
Autres passifs courants et non courants	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

NOTE 12

IMPÔTS

12.1 Impôts comptabilisés au cours de la période

En millions d'euros	2020	2019
Impôts exigibles	(5,8)	(10,7)
Impôts différés	-	(0,5)
Total inscrit au compte de résultat	(5,8)	(11,2)
Impôts relatifs aux actions propres	1,1	(0,1)
Impôts comptabilisés en autres éléments du résultat global	-	0,4
Total affecté directement aux capitaux propres	1,1	0,3
Impôts exigibles	(5,8)	(10,7)
Impôts différés	1,1	(0,2)
Total de la période	(4,7)	(10,9)

12.2 Preuve d'impôt

L'impôt sur les résultats du Groupe diffère du montant théorique résultant de l'application du taux applicable aux résultats des sociétés consolidées. Le rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt effectivement comptabilisé se décompose comme suit :

En millions d'euros	2020	2019
Résultat avant impôt des activités poursuivies hors résultat des sociétés mises en équivalence, produit des obligations convertibles Expleo Group et dépréciation du goodwill	18,9	31,2
Taux théorique d'impôt	32,03 %	34,43 %
Charge d'impôt théorique	(6,1)	(10,7)
Différences permanentes	4,1	3,1
Différences liées aux taux d'imposition	0,2	0,9
Autres impôts	(4,0)	(4,1)
Produit ou charge de l'exercice afférent aux variations des taux d'impôts ou à l'assujettissement à des impôts nouveaux	-	-
Ajustements comptabilisés au cours de la période au titre des périodes antérieures	-	(0,2)
Avantages provenant des déficits fiscaux et différences temporaires non comptabilisés sur les exercices antérieurs	-	-
Impacts liés aux déficits et différences temporelles non activés sur l'exercice	-	(0,2)
Total des ajustements	0,3	(0,5)
Charge d'impôt réelle	(5,8)	(11,2)
Taux effectif d'impôt	30,69 %	35,90 %

Le montant figurant à la ligne « autres impôts » est essentiellement constitué de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) des filiales françaises.

12.3 Impôts différés

Des impôts différés sont calculés sur la différence entre la valeur des actifs et passifs inscrite dans les états financiers et la valeur taxable correspondante dans le calcul de l'impôt. Ils sont constitués selon la méthode du report variable.

Un impôt différé passif est généralement constitué en regard des différences temporaires imposables existantes sauf exception prévue par la norme IAS 12.

Un actif d'impôt différé, notamment sur les pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés ainsi que sur les différences temporaires déductibles, ne peut être comptabilisé que s'il est probable que la Société disposera de bénéfices fiscaux futurs sur lesquels ils pourront être imputés.

Pour apprécier la capacité du Groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte :

- des prévisions de bénéfices imposables futurs ;
- de la part des charges non récurrentes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluses dans les pertes passées ;
- de l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Un impôt différé passif est comptabilisé au titre des différences temporaires imposables relatives aux participations dans les entreprises associées même en l'absence de distribution probable (le Groupe ne contrôle pas l'entreprise et n'est donc pas en mesure de déterminer sa politique de distribution), sauf si un accord prévoit que les bénéfices de l'entreprise associée ne seront pas distribués dans un futur prévisible.

L'impôt différé correspondant à un profit ou une charge comptabilisé en contrepartie des capitaux propres est lui-même comptabilisé en contrepartie des capitaux propres.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés par autorité fiscale, et ne sont pas actualisés. Le Groupe ne compense ses actifs et passifs d'impôts différés que s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et que les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale.

Les impôts différés présentés au bilan sont regroupés par groupe d'unités fiscales. En revanche, les tableaux ci-dessous sont présentés par nature d'impôts différés.

IMPÔTS DIFFÉRÉS NETS AU BILAN

En millions d'euros	2020	2019
Actifs d'impôts différés	6,1	5,1
Recouvrables à moins d'un an	1,6	0,8
Recouvrables à plus d'un an	4,5	4,3
Passifs d'impôts différés	0,5	0,6
Exigibles à moins d'un an	-	-
Exigibles à plus d'un an	0,5	0,6
Actif net d'impôts différés	5,6	4,5
dont part à moins d'un an	1,6	0,8
dont part à plus d'un an	4,0	3,7

MOUVEMENTS DE LA PÉRIODE

En millions d'euros	Avantages du personnel	Reports fiscaux déficitaires	Autres	Impôts différés actif (a)	Impôts différés passif (b)	Solde net des impôts différés (a-b)
Au 31 décembre 2018	3,3	1,2	0,8	5,3	(0,6)	4,7
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,3	(0,9)	0,1	(0,5)	-	(0,5)
Impôts différés comptabilisés en résultat global	0,4	-	-	0,4	-	0,4
Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2019	4,0	0,3	0,8	5,1	(0,6)	4,5
Augmentations liées aux regroupements d'entreprises	-	0,1	-	0,1	-	0,1
Diminutions liées aux cessions de filiales	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Variation de l'exercice portée au compte de résultat	0,4	(0,1)	(0,4)	(0,1)	0,1	-
Impôts différés comptabilisés en résultat global	-	-	-	-	-	-
Impôts différés comptabilisés dans les capitaux propres	-	-	1,1	1,1	-	1,1
Écarts de conversion	(0,1)	-	0,1	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2020	4,3	0,3	1,5	6,1	(0,5)	5,6

Les autres impôts différés actifs ont principalement été reconnus sur la participation des salariés, les amortissements.

NOTE 13

DROITS D'UTILISATION AU TITRE DE CONTRATS DE LOCATION ET DETTE LOCATIVE AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

5

IFRS 16, qui remplace la norme IAS 17, impose un principe de comptabilisation unique au bilan des contrats de location pour les preneurs. Un actif « droit d'utilisation » est comptabilisé en regard du droit pour l'utilisateur d'utiliser l'actif sous-jacent, et une dette de loyer au titre de son obligation à payer le loyer.

Le Groupe traite les contrats de location relatifs :

- à des biens immobiliers pour lesquels les composantes locatives et non locatives n'ont pas été séparées ;
- à la flotte de véhicules pour lesquels le prix de la location a été alloué en partie à des composantes non locatives (assurance, entretien...).

Le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » et une dette de loyers à la date de début du contrat de location. L'actif « droit d'utilisation » est initialement évalué au coût représentatif de la valeur actualisée des loyers du contrat sur la durée retenue, puis diminué de tout amortissement ou le cas échéant perte de valeur, le montant pouvant être ajusté en fonction de certaines réévaluations ou réductions de passifs de loyers.

Le Groupe exerce son jugement pour déterminer la durée des contrats de location et plus particulièrement ceux relatifs à des biens immobiliers. La durée de location a une influence significative sur le montant de la dette locative et de l'actif « droit d'utilisation ». Pour les locations immobilières, la durée retenue pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée la plus longue au sein de la période exécutoire du bail. En France, les contrats de location de biens immobiliers de bureaux sont, pour les plus importants d'entre eux, des baux commerciaux à 9 ans, dits « 3/6/9 », avec option de résiliation anticipée à 3 et 6 ans. Pour ce type de contrat, le Groupe considère avec une certitude raisonnable que les entités concernées n'exerceront pas leurs options de résiliation anticipée et retient donc la durée résiduelle sur la période initiale de 9 ans. Pour les locations de véhicules, la durée de location correspond à la durée contractuelle des contrats.

La dette de loyers est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus à la date de début du contrat. Les taux d'actualisation utilisés pour respectivement la dette de loyers relative à des biens immobiliers et celle relative à la flotte de véhicules correspondent aux taux d'emprunt marginaux du Groupe, à savoir les taux fixes auxquels le Groupe pourrait lever des financements additionnels égaux aux montants visés.

La dette locative est ensuite augmentée de l'effet de sa désactualisation (comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ») et diminuée des montants des loyers concernés enregistrés en charges sur la période couverte dans les comptes de résultat contributifs des entités consolidées. Elle est ajustée en cas de modification des loyers futurs suite notamment à un changement d'indice, ou à une nouvelle estimation du montant à payer attendu au titre de la prolongation d'un contrat arrivé à son terme contractuel ou de l'exercice d'une option de résiliation en cours de contrat.

Dans le tableau de flux de trésorerie, le paiement des loyers antérieurement présenté au sein des flux de trésorerie liés à l'activité est présenté sous IFRS 16 dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement pour le montant affecté au remboursement de la dette et à la charge financière. Les impacts liés à la réévaluation de la dette locative ne sont pas transcrits dans le tableau de flux de trésorerie consolidé.

La norme IFRS 16 affecte significativement les états financiers du Groupe et notamment les principaux indicateurs suivis par le Groupe (EBITDA et free cash-flow). Les impacts de la norme IFRS 16 sont présentés dans les paragraphes suivants.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

En millions d'euros	Actifs « droit d'utilisation »	Dette locative
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux locations immobilières	31,0	31,4
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux autres contrats de location	3,4	3,4
Impact au 1^{er} janvier 2020	34,4	34,8
Nouveaux contrats de location	13,7	13,7
Variation de périmètre	(0,3)	(0,3)
Amortissements	(10,1)	-
Loyers payés	-	(10,6)
Charge financière	-	1,1
Solde au 31 décembre 2020	37,7	38,7
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux locations immobilières	33,5	-
Valeur nette des actifs « droits d'utilisation » relatifs aux autres contrats de location	4,2	-

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Compte de résultat consolidé publié	Impact IFRS 16	Compte de résultat consolidé hors impact IFRS 16
EBITDA	41,1	10,6	30,5
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	(16,3)	(10,0)	(6,3)
Résultat opérationnel d'activité	24,8	0,6	24,2
Produits et charges opérationnels non liés à l'activité y compris paiements fondés sur des actions	(3,0)	(0,1)	(2,9)
Résultat opérationnel	21,8	0,5	21,3
Quote-part des résultats d'Expleo Group	(45,2)	-	(45,2)
Produit des obligations convertibles Expleo Group	10,0	-	10,0
Produits et charges financiers nets sur trésorerie et endettement	(2,7)	-	(2,7)
Autres produits et charges financiers	0,8	(1,1)	1,9
Impôt sur les résultats	(5,8)	0,1	(5,9)
Résultat net consolidé	(21,1)	(0,5)	(20,6)

TABEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En millions d'euros	Tableau de flux de trésorerie consolidé publié	Impact IFRS 16	Tableau de flux de trésorerie consolidé hors impact IFRS 16
Résultat opérationnel d'activité	24,8	0,6	24,2
Amortissements et provisions opérationnels courants, nets	16,3	10,0	6,3
EBITDA	41,1	10,6	30,5
Autres éléments liés aux flux nets de trésorerie liés à l'activité	39,8	-	39,8
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	80,9	10,6	70,3
Acquisitions d'immobilisations, nettes de cessions	(11,9)	-	(11,9)
Free cash-flow	69,0	10,6	58,4
Autres éléments liés aux flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(2,8)	-	(2,8)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(14,7)	-	(14,7)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(51,3)	(10,6)	(40,7)
Variation de la trésorerie nette	14,9	-	14,9

NOTE 14

ENGAGEMENTS HORS BILAN

À la clôture de l'exercice, la direction estime, au regard de l'inventaire établi des engagements hors bilan décrit ci-dessous, qu'il n'existe pas d'autres engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation actuelle ou future du groupe Assystem.

En millions d'euros	Engagements donnés	Engagements reçus	
	Avals, cautions et garanties	Avals, cautions et garanties	Ligne de crédit non utilisée
Holding	14,1	0,1	116,0
France	6,9	1,5	-
Asie, Moyen-Orient et Afrique	3,7	-	-
Total	24,7	1,6	116,0

NOTE 15

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à signaler.